

POINTS DE REPÈRES, HIVER 2003 ● VOLUME 4, N°3

La crise irakienne



Points de repères

**Revue trimestrielle publiée
par Alternatives**

3720, avenue du Parc, bureau 300
Montréal (Québec) Canada H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606
Télec. : (514) 982-6122
Courriel : alternatives@alternatives.ca
Site internet : www.alternatives.ca

Responsable de publication
Pierre Beaudet
pbeaudet@alternatives.ca

Les textes n'engagent que les auteurs et
ne reflètent pas nécessairement le point
de vue d'Alternatives.

Abonnement
Gratuit pour les membres d'Alternatives
Au Canada : 20 \$ canadiens (4 numéros)
Dans le reste du monde : 20 \$ US (4 numéros)

T A B L E D E S M A T I È R E S

L'Irak après Saddam	5
Pierre Beaudet	
All the facts about Iraq	7
Phyllis Bennis	
Entrevue avec Pierre-Jean Luizard « Des scénarios qui font froid dans le dos »	11
propos recueillis par Bruno Ripoché	
Iraq Wars	13
Chalmers Johnson	
Entretien avec Raid Fahmi L'Irak, nouveau pivot de la politique des États-Unis	17
Les multiples enjeux de la crise irakienne	21
Pierre Beaudet	
Le monopole de la puissance	25
Charles-André Udry	
L'ONU prévoit 500 000 victimes en cas de guerre	29
Corine Lesnes	
Confessions d'un terroriste	31
John Le Carré	
Veillée d'armes contre l'Irak	35
Michael T. Klare	

L'Irak après Saddam

Par Pierre Beaudet

Un assez large consensus prévaut dans le monde à l'effet que le régime de Saddam Hussein doit être démantelé, y compris en Irak. Le peuple irakien a en effet trop souffert de celui qui les a mené de catastrophe en catastrophe tout en pratiquant la terreur. Aussi la question n'est donc pas de savoir si les jours de ce régime sont comptés, mais comment et par qui cette transition sera faite.

Les contradictions du plan de Georges W. Bush

L'administration américaine actuelle prétend mettre en place une coalition pour "libérer" l'Irak. Tony Blair et certains alliés des États-Unis défendent cette option sur une base "éthique", "morale". Saddam incarne le "mal" et il faut le renverser. Il y a beaucoup de problèmes avec cette optique car elle ne s'inscrit pas dans une politique américaine cohérente, respectueuse des droits et de la légalité internationale. Les administrations américaines ont régulièrement appuyé des dictatures au Moyen-Orient et ailleurs, y compris celles qui ont envahi des pays voisins et pratiqué la colonisation sauvage (la Turquie à Chypre, l'Indonésie dans le Timor oriental, Israël et la Palestine, parmi plusieurs exemples). On ne peut pas être "éthiques" seulement lorsque cela fait notre affaire. Par conséquent sur le plan des valeurs, la politique américaine actuelle n'a aucune légitimité. Plus sérieux est le débat "realpolitique" qui prévaut actuellement aux États-Unis. D'une part se situent les "réalistes" (comme le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld), et qui disent que le seul objectif réaliste est de renverser Saddam, quitte à préserver les intérêts pétroliers des États-Unis : cette option aboutit de facto à installer une dictature militaire impitoyable en Irak. De l'autre se situent les "reconstructeurs", qui veulent "remodeler" le Moyen-Orient, à commencer par l'Irak, c'est-à-dire reconstruire totalement ces sociétés et ces États, un peu comme ce que les Alliés ont fait en Allemagne et au Japon après la deuxième guerre mondiale.

Ce débat aux allures universitaires et mené des think-tank (comme la Rand Corporation) a des implications assez immenses. Dans le premier cas de figure, l'Irak après Saddam restera un champ de ruines et on s'assurera que les "autorités" qui ressortiront des décombres de la guerre auront comme seul mandat de maintenir l'"ordre", d'augmenter la production de pétrole dans des conditions qui favoriseront surtout les États-Unis et de suivre les prescriptions de la politique américaine dans la région, notamment sur la question palestinienne. Dans le deuxième cas, on ambitionne de créer un nouveau leadership démocratique, de reconstruire l'économie, d'insérer l'Irak (et la région) dans le paradigme du libéralisme. Au bout de la ligne cependant, le

problème est qu'il n'y a pas de vision cohérente et les deux optiques, tant celle de la "réal politique" que celle de la "ré ingénierie", ne commandent pas une masse critique suffisante dans les hautes sphères de l'État américain. Les premiers accusent les seconds d'idéalisme et de naïveté, les seconds affirment que le point de vue militariste de Rumsfeld ne peut tenir lieu de programme politique.

C'est ce qui explique qu'une grande partie de l'establishment militaire et politique, dont plusieurs généraux ainsi que les responsables de la CIA, sont présentement contre la guerre, car ils craignent que, dans l'absence d'une vision stratégique, l'affaire aboutisse à une catastrophe, à une situation ingérable pour les États-Unis. Outre les dommages immenses que cette guerre risque d'infliger au peuple irakien et à l'infrastructure du pays, plusieurs estiment que l'Irak post-Saddam imaginé par les États-Unis sera un espace de conflits perpétuels, qui contaminera et déstabilisera l'ensemble de la région, à commencer par les riches pays producteurs de pétrole du Golfe.

C'est d'ailleurs cet argument qui domine en Europe, notamment en France, en Allemagne, en Russie. Ceux-ci pensent comme l'opinion publique dans la plupart des pays que l'opération de Bush reste non seulement une "aventure", mais une stratégie destinée à conforter son pouvoir à l'intérieur des États-Unis (préservé son image de président "patriotique") et à faciliter l'enrichissement et le renforcement de ses principaux alliés corporatifs dans le secteur du pétrole et de la production d'armements.

Les contradictions de l'opposition

Si la guerre menée par les États-Unis n'est pas un choix, la question reste posée, comment en finir avec Saddam ? À cet égard, il n'y a pas non plus de réponse simple. Le régime en place est le résultat d'une longue accumulation de forces depuis le coup d'état de 1968. Outre la violence terroriste exercée contre toute l'opposition et la population en général, Saddam dispose d'un réseau d'appuis considérables structurés autour de chefs locaux, et ce grâce à un système de distribution de rentes et de privilèges très vaste. Au moins un million d'Irakiens (sur vingt) constituent autour de Saddam une masse critique non négligeable. Il faut dire

que cette construction n'a pas été le fait de Saddam seulement. Tout au cours des années 80 en effet, les puissances occidentales ainsi que l'Union soviétique ont "joué le jeu" en permettant au régime dictatorial de s'enrichir et de se renforcer. L'Irak de Saddam était non seulement bien disposée à vendre son pétrole, mais se faisait également l'"ennemi de nos ennemis" (l'Iran notamment). Le pouvoir économique et militaire de Saddam s'est énormément renforcé par cette aide américaine, allemande, française, russe, très peu soucieuse de soulever la violation systématique des droits, les massacres des Kurdes, les détournements massifs des revenus de l'État vers le clan Saddam et les achats d'armes, elles-mêmes vendues par les fournisseurs occidentaux et soviétiques. Dire cela n'est pas pour ressasser le passé inutilement, mais pour comprendre que le renversement de la dictature sera une œuvre de longue haleine, complexe et difficile. Malgré cette situation, une opposition irakienne s'est maintenue avec des hauts et des bas. Lorsque l'armée de Saddam s'est écroulée lors de la première guerre du Golfe, une série d'insurrections ont éclaté un peu partout dans le pays. La réalpolitik s'imposant encore une fois, les États-Unis ont laissé Saddam s'imposer et massacrer encore une fois les rebelles. Par la suite, ceux-ci se sont repliés, les uns vers l'Iran, les autres au Kurdistan. Dans cette région, deux grandes formations politiques, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique kurde (PDK) disposent d'une base d'appui importante parmi la population, ainsi que de forces militaires non négligeables. D'autres partis politiques irakiens et kurdes, notamment le Parti communiste irakien (PCI) sont également présents, à la fois pour élargir le front anti-Saddam, à la fois pour tenter d'élaborer un projet de démocratisation post-Saddam plus crédible.

Le résultat est une sorte de zone libérée où vivent près de quatre millions d'habitants, trois millions de Kurdes et un million de non-kurdes, provenant essentiellement des milieux de l'opposition irakienne. Mais cette zone reste très fragile : les États-Unis se sont toujours méfiés des Kurdes, qu'ils ont laissé tombés à plusieurs reprises tout en permettant à l'Irak de massacrer impunément. Un autre facteur est le fait que la Turquie, le grand allié régional des États-Unis, ne peut tolérer une situation où les Kurdes irakiens consolideraient leurs droits puisqu'ils nient ceux-ci à leur propre population kurde de plus de quinze millions d'habitants (elle n'existe pas, selon la terminologie et la loi en Turquie). En conséquence, les forces d'opposition (UPK, PDK, PCI) ne sont pas vraiment appuyées et il se peut bien qu'elles soient marginalisées dans le cadre de diverses tractations.

En effet, les États-Unis tentent de favoriser le "Congrès national irakien" un regroupement de l'opposition largement influencé par Washington. Mais le CNI n'a pas de crédibi-

lité : son dirigeant Ahmed Shalabi est considéré par la plupart des Irakiens comme un escroc, qui a détourné les fonds destinés à l'opposition. Le CNI n'a pas non plus de projet de rechange clair pour l'Irak, tergiverse sur la question de la démocratie, du fédéralisme (une demande historique des Kurdes), de l'impunité. Une partie de l'entourage de Saddam, y compris dans la hiérarchie militaire, s'est rallié au CNI, ajoutant à son discrédit et son manque de transparence. Lors d'une réunion récente à Londres, les dirigeants du CNI ont tenté de convaincre les Kurdes et le PCI d'embarquer dans leur coalition, mais ceux-ci restent méfiants.

Pas de "quick fix"

Il n'y aura pas de "quick fix" en Irak, dans un pays et une région meurtrie par des décennies de conflits et de dictature. Mais le pire serait probablement une guerre menée par les États-Unis (en dehors du contrôle de l'ONU) avec comme objectif de mettre au pouvoir rapidement des militaires et des chefs politiques qui leur sont inféodés. Non seulement ceux-ci perpétueraient la dictature de Saddam, mais ils transformeraient l'Irak en une base d'appui militaire et politique pour d'autres "aventures" américaines dans la région. Déjà dans l'entourage de Bush et de Donald Rumsfeld, il est envisagé d'intervenir de diverses manières contre l'Iran, la Syrie et même l'Arabie Saoudite, considérée trop réticente face aux obsessifs à court terme de l'administration américaine. Quant à la crise israélo-palestinienne, la stratégie est de donner libre cours à Ariel Sharon pour détruire le leadership palestinien et parachever la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza.

Dans ce contexte, la tentative de la part de la France, de l'Allemagne et de la Russie de bloquer cette reconquête militaire de l'Irak reste un espoir. Certes, ces pays ont leurs propres intérêts en Irak et un jour, le procès de leurs manœuvres et de leur mépris des violations des droits du peuple irakien, sera fait. En attendant cependant, leur proposition de contrôler et de désarmer Saddam en évitant une guerre doit et est appuyée par la majorité des États et la grande majorité des peuples. Cela éviterait la destruction du pays et donnerait du temps pour qu'émerge un projet démocratique assez fort en Irak même.

Entre-temps, il importe de porter appui à l'opposition démocratique irakienne : elle n'est pas présentement un "gros joueur", mais elle pourrait le devenir. Elle le deviendra principalement de ses propres efforts, en démocratisant ses pratiques, en formulant un projet inclusif pour l'ensemble du peuple irakien, en élaborant un plan de paix régional appuyé sur les forces de changement dans la région. Elle le deviendra aussi quand le reste du monde, les États pour commencer, accepteront de mettre la question des droits au premier plan, y compris au Moyen-Orient.

ALL THE FACTS ABOUT IRAQ

by Phyllis Bennis

Nelson Mandela was right when he said that attacking Iraq would be “a disaster.” A U.S. invasion of Iraq would risk the lives of U.S. military personnel and inevitably kill thousands of Iraqi civilians; it is not surprising that many U.S. military officers, including some within the Joint Chiefs of Staff, are publicly opposed to a new war against Iraq.

Such an attack would violate international law and the UN Charter...isolate us from our friends and allies around the world... would prevent the future return of UN arms inspectors, and cost billions of dollars urgently needed at home. And at the end of the day, an invasion will not insure stability, let alone democracy, in Iraq or the rest of the volatile Middle East region, and will put American civilians at greater risk of hatred and perhaps terrorist attacks than they are today.

Purported Links to Terrorism

It is now clear that (despite intensive investigative efforts) there is simply no evidence of any Iraqi involvement in the terror attacks of Sept. 11. The most popular theory, of a Prague-based collaboration between one of the 9/11 terrorists and an Iraqi official, has now collapsed. Just two weeks ago, the Prague Post quoted the director general of the Czech foreign intelligence service UZSI (Office of Foreign Relations and Information), Frantisek Bublan, denying the much-touted meeting between Mohamed Atta, one of the 9/11 hijackers, and an Iraqi agent.

We are told that we must go to war preemptively against Iraq because Baghdad might, some time in the future, succeed in crafting a dangerous weapon and might, some time in the future, give that weapon to some unknown terrorist group — maybe Osama bin Laden — who might, some time in the future, use that weapon against the U.S. Aside from the fact that preemptive strikes are illegal under international law, [this analysis] ignores the widely known

historic antagonism between Iraq and bin Laden.

According to the New York Times, “Shortly after Iraqi forces invaded Kuwait in 1990, Osama bin Laden approached Prince Sultan bin Abdelaziz al-Saud, the Saudi defense minister, with an unusual proposition. ... Arriving with maps and many diagrams, Mr. Bin Laden told Prince Sultan that the kingdom could avoid the indignity of allowing an army of American unbelievers to enter the kingdom to repel Iraq from Kuwait. He could lead the fight himself, he said, at the head of a group of former mujahadeen that he said could number 100,000 men.”

Even if bin Laden’s claim to be able to provide those troops was clearly false, bin Laden’s hostility towards the ruthlessly secular Iraq remained evident. There is simply no evidence that that has changed.

The Human Toll

While estimates of casualties among U.S. service personnel are not public, we can be certain they will be much higher than in the current war in Afghanistan. We do know, from Pentagon estimates of two years ago, the likely death toll among Iraqi civilians: about 10,000 Iraqi civilians would be killed. And the destruction of civilian infrastructure such as water, electrical and communications equipment, would lead to tens, perhaps hundreds of thousands of more civilian deaths. In one [attack], Pentagon planners anticipated that striking Iraq’s civilian infrastructure would cause “Increased incidence of diseases [that] will be attributable to degradation of normal preventive medicine, waste disposal, water purification/ distribution, electricity, and decreased ability to control disease outbreaks.” The Defense Intelligence Agency document (from the Pentagon’s Gullink website), “Disease Information — Subject: Effects of Bombing on Disease Occurrence in Baghdad” is dated 22 January 1991. It itemized the likely outbreaks to include: “acute diarrhea” brought on by bacteria such as *E. coli*, shigella, and salmonella, or by protozoa such as giardia, which will affect “particularly children,” or by rotavirus, which will also affect “particularly children.” And yet the bombing of the water treatment systems proceeded, and indeed, according to UNICEF figures, hundreds of thousands of Iraqis,

“particularly children,” died from the effects of dirty water. The most recent leaked military plan for invading Iraq, the so-called “inside-out” plan based on a relatively small contingent of U.S. ground troops with heavy reliance on air strikes, would focus first and primarily on Baghdad. The report never mentions the inconvenient fact that Baghdad is also a crowded city of four to five million people; a heavy air bombardment would cause the equivalent human catastrophe of heavy air bombardment of Los Angeles.

The U.S. and Our Allies

There is no international support, at the governmental or public level, for a U.S. attack on Iraq. Our closest allies throughout Europe, in Canada, and elsewhere, have made clear their opposition to a military invasion. While they recognize the Iraqi regime as a brutal, undemocratic regime, they do not support a unilateral preemptive military assault. Yes, it is certain that if the U.S. announces it is indeed going to war, that most of those governments would grudgingly follow along. But a foreign policy based on international coercion and our allies’ fear of retaliation for noncompliance is not a policy that will protect Americans and our place in the world.

In the Middle East region, only Israel supports the U.S. build-up to war in Iraq. The Arab states, including our closest allies, have made unequivocal their opposition to an invasion of Iraq. Even Kuwait, once the target of Iraqi military occupation and ostensibly the most vulnerable to Iraqi threats, has moved to normalize its relations with Baghdad. The Arab League-sponsored rapprochement between Iraq and Kuwait at the March 2002 Arab Summit is now underway, including such long-overdue moves as the return of Kuwait’s national archives.

Again, it is certain that not a single government in the region would ultimately stand against a U.S. demand for base rights, use of airspace or overflight rights, or access to any other facilities. The question we must answer therefore is not whether our allies will ultimately accede to our wishes, but just how high a price are we prepared to exact from our allies? The existing crisis of legitimacy faced by these undemocratic, repressive, and non-representative regimes, monarchies and president-for-life style democracies, will be seriously exacerbated by a U.S. invasion of Iraq.

The U.S. and International Law

We claim to be a nation of laws. But too often we are prepared to put aside the requirements of international law and the United Nations Charter to which we hold other nations appropriately accountable.

When it comes to policy on Iraq, the U.S. has a history of sidelining the central role that should be played by the United Nations. By imposing its will on the Security Council — insisting on the continuation of economic sanctions when virtually every other country wants to lift them, announcing its intention to ignore the UN in deciding whether to go to war against Iraq — the U.S. isolates itself from our allies, antagonizes our friends, and sets our nation apart from the international systems of laws that govern the rest of the world.

International law does not allow for preemptive military strikes, except in the case of preventing an immediate

attack. We simply do not have the right — no country does — to launch a war against another country that has not attacked us. If the Pentagon had been able to scramble a jet to take down the second plane flying into the World Trade Center last September, that would have been a legal use of preemptive self defense. An attack on Iraq — which lacks the capacity, and has not for a decade or more shown any specific intention or plan or effort to attack the U.S. — violates international law and the UN Charter. Article 51, outlines the terms under which a Member State of the United Nations may use force in self-defense. That Article acknowledges a nation’s “inherent right of individual or collective self-defense if an armed attack occurs against a member of the United Nations, until the Security Council has taken measures necessary to maintain international peace and security.”

Some administration spokespeople are fond of a sound bite that says, “the UN Charter is not a suicide pact.” Others like to remind us that Iraq (and other nations) routinely violate the Charter. Both statements are true. [But] the U.S. is the strongest international power that has ever existed throughout history. If [we] do not recognize the UN Charter and international law as the foundation of global society, how can we expect others to do so?

How Do We Get Serious About Military Sanctions?

Denying Iraq access to weapons is not sufficient, nor can it be maintained as long as Iraq is surrounded by some of the most over-armed states in the world. An immediate halt on all weapons shipments to all countries in the region would be an important step toward containing military threats.

Military sanctions against Iraq should be tightened — by expanding them to a system of regional military sanctions, thus lowering the volatility of this already arms-glutted region.

What About Negotiations?

We are told we must attack Iraq preemptively so that it can never obtain nuclear weapons. While we know from IAEA inspectors that Iraq’s nuclear program was destroyed by the end of 1998, we do not know what has developed since. We do know, however, that Iraq does not have access to fissile material, without which any nuclear program is a hollow shell. And we know where fissile material is. Protection of all nuclear material, including reinstatement of the funding for protection of Russian nuclear material, must be a continuing priority.

We should note that U.S. officials are threatening a war against Iraq, a country known not to possess nuclear weapons. Simultaneously, the administration is continuing appropriate negotiations with North Korea, which does have something much closer to nuclear weapons capacity. Backed by IAEA inspections, the model of negotiations and inspections is exactly what the U.S. should be proposing for Iraq.

Inspections

There has been no solid information regarding Iraq’s weapons of mass destruction since UNSCOM and IAEA arms inspectors left Iraq in December 1998 in advance of the U.S. Desert Fox bombing operation.

The last IAEA report was unequivocal that Iraq no longer had a viable nuclear program. The UNSCOM report was less definitive, but months earlier, in March 1998,

UNSCOM chief Richard Butler said that his team was satisfied there was no longer any nuclear or long-range missile capability in Iraq, and that UNSCOM was “very close” to completing the chemical and biological phases.

Since that time, there have been no verifiable reports regarding Iraq’s WMD programs. It is important to get inspectors back into Iraq, but U.S. threats have made that virtually impossible by setting a “negative incentive” in place. If Baghdad believes that a U.S. military strike, as well as the maintaining of crippling economic sanctions, will take place regardless of their compliance with UN resolutions regarding inspections, they have no reason to implement their own obligations.

Throughout the 1980s Baghdad received from the U.S. high-quality germ seed stock for anthrax, botulism, E. coli, and a host of other deadly diseases. (These shipments are documented in the 1994 hearings of the Banking Subcommittee.)

It is certainly possible that scraps of Iraq’s earlier biological and chemical weapons programs remain in existence, but there is no evidence Iraq has the ability or missile capacity to use them against the U.S. or U.S. allies. The notion that the U.S. would go to war against Iraq because of the existence of tiny amounts of biological material, insufficient for use in missiles or other strategic weapons and which the U.S. itself provided during the years of the U.S.-Iraq alliance in the 1980s, is simply unacceptable.

What About the Opposition?

General Zinni has described an opposition-led attack on Iraq as turning the country into a “Bay of Goats.” There is no Iraqi equivalent to the Northern Alliance in Afghanistan to serve as ground troops to bolster a U.S. force. Some of the exile leaders closest to the U.S. have been wanted by Interpol for crimes in Jordan and elsewhere. The claim that they represent a democratic movement simply cannot be sustained.

What Happens After ‘Regime Change’?

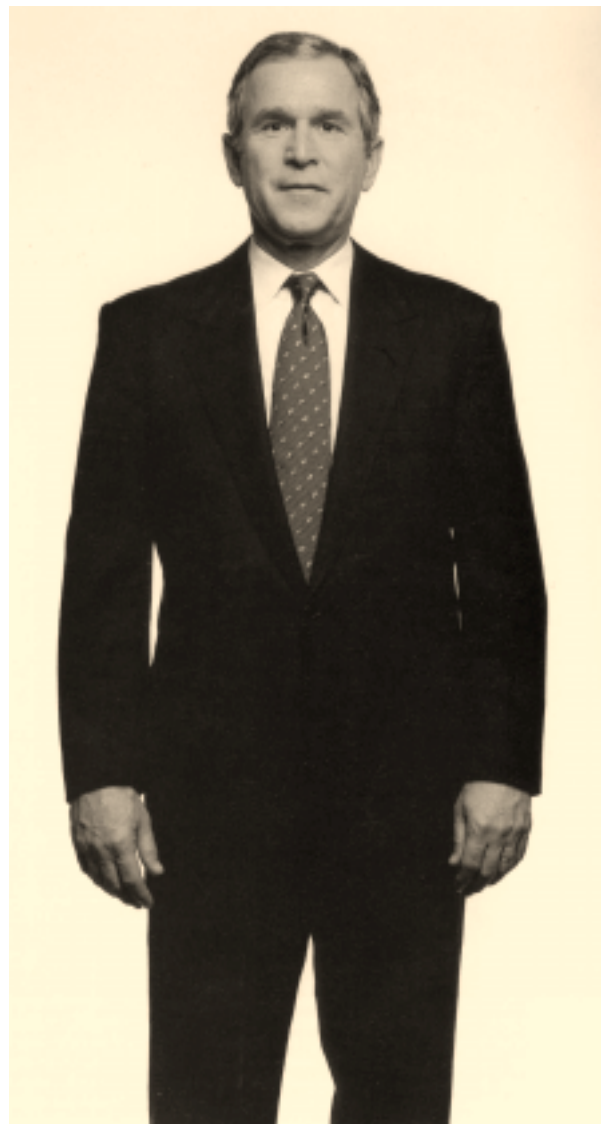
There is no democratic opposition ready to take over. Far more likely than the creation of an indigenous, popularly supported democratic Iraqi government, would be the replacement of the current regime with one virtually indistinguishable from it except for the man at the top. In February 2002, Newsweek magazine profiled the five leaders said to be on Washington’s short list of candidates to replace Saddam Hussein. All five of them were high-ranking officials within the Iraqi military until the mid-1990s. All five have been linked to the use of chemical weapons by the military; at least one, General al-Shammari, admits it.

We must challenge the legitimacy of going to war against a country to replace a brutal military leader with another brutal military leader.

Whoever may be installed in Baghdad by victorious U.S. troops, it is certain that a long and likely bloody occupation would follow. Iraqis know better than we do how their government has systematically denied them civil and political rights. But they hold us responsible for stripping them of economic and social rights — the right to sufficient food, clean water, education, medical care — that together

form the other side of the human rights equation. Economic sanctions have devastated Iraqi society — and among other effects, the sanctions have made the U.S. responsible for the misery of most of the Iraqi population.

After 12 years, those in Washington who believe that Iraqis accept the popular inside-the-Beltway mantra that “sanctions aren’t responsible, Saddam Hussein is responsible” for hunger and deprivation in Iraq, are engaged in wishful thinking. The notion that everyone in Iraq will welcome as “liberators” those whom most Iraqis hold responsible for 12 years of crippling sanctions is simply naive. Basing a military strategy on such wishful speculation becomes very dangerous — in particular for U.S. troops themselves.



Entrevue avec Pierre-Jean Luizard

« Des scénarios qui font froid dans le dos »

propos recueillis par Bruno RIPOCHE

Riches en pétrole, bien pourvus en eau, l'Irak et ses 23 millions d'habitants avaient tout pour réussir. La guerre contre l'Iran, l'invasion du Koweït et douze ans d'embargo international laissent ce pays en ruine. Responsable du désastre ? Saddam Hussein, sans doute, mais surtout le système politique légué par les Britanniques, affirme Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS.

Depuis sa création, en 1920, l'État irakien n'a connu que coups d'État, répressions sanglantes des Kurdes et des chiïtes et aventures guerrières... Est-ce dû à son caractère artificiel ?

Il faut bien distinguer la société et le système politique. L'Irak a une très forte identité culturelle : elle correspond à ce que les géographes appelaient l'Irak arabe, qui s'étend depuis le Golfe jusqu'au nord de Bagdad. En revanche, l'État irakien moderne est une création coloniale britannique. Il a été édifié à la suite d'une défaite majeure de la société irakienne, la révolution de 1920 : une révolte des chiïtes (55 % de la population) contre le mandat de la SDN, synonyme de domination occidentale. Ce système politique conçu pour pérenniser la domination britannique, s'est traduit par la mainmise sur l'État des sunnites, qui sont minoritaires. Autrement dit, l'Irak est un État artificiel plaqué sur un pays qui, lui, ne l'est pas. Lorsqu'en 1925, les Kurdes (20 % à 25 % de la population) sont rattachés à l'Irak, parce que les Britanniques pressentent la richesse en pétrole de la province de Mossoul, l'État ne remet pas en cause l'arabisme, qui lui tient lieu d'idéologie. Tout cela fait qu'il y a eu en Irak des contradictions qui n'existaient pas ailleurs.

C'est encore le schéma qui prévaut ?

On assiste aujourd'hui au retour à l'envoyeur. La communauté internationale se voit exploser au visage ce système politique imposé en 1920. Le régime de Saddam Hussein en est le dernier avatar. Après la révolution antimonarchique de 1958, les élites arabes sunnites ont cru qu'elles pouvaient à la fois continuer à diriger l'État, tout en étant minoritaires dans le pays, et s'émanciper de la tutelle britannique. Mais elles ont vu très rapidement que c'était la tutelle britannique, précisément, qui avait permis la mainmise de leurs pères et de leurs grands-pères sur l'État. L'armée est devenue le pivot de l'État, jusqu'à être « privatisée » par le clan de Saddam Hussein, qui est un peu l'ultime stade.

Un stade qui perdure depuis plus de 30 ans – Comment Saddam Hussein, si minoritaire, a-t-il pu durer ?

Il a été grandement aidé par la nationalisation du pétrole et le second boum pétrolier dans les années 70. Cette manne a été une révolution dans le niveau de vie des Irakiens. Elle a permis au régime de construire son arsenal militaire contre sa propre société. Il a aussi bénéficié du soutien des Occidentaux, qui ont utilisé l'Irak pour faire la guerre à l'Iran islamique de façon indirecte. Après la guerre du Golfe, les Américains ont privilégié le maintien en place de ce régime :

il servait d'épouvantail et justifiait leur présence militaire dans la région. Surtout, une remise à plat du système politique irakien aurait obligé les Occidentaux à prendre en compte des familles politiques qui les ont toujours combattus : le Parti communiste irakien et le parti islamique chiïte Da'wa le plus ancien d'Irak qui refusent, aujourd'hui encore, la guerre américaine et mettent en avant l'indépendance du peuple irakien.

Cette fois, les Américains paraissent résolus à se débarrasser de Saddam. Mais qui peut prendre relève ?

La répression féroce du soulèvement de 1991, que les Américains ont laissé faire, a condamné à l'exil l'ensemble des forces politiques, à part les Kurdes. Ces forces ont été captées par des intérêts non irakiens, ceux des pays voisins : l'Iran, la Syrie, la Turquie, puis les États-Unis et les pays occidentaux. D'où, dans la partie arabe de l'Irak, un apolitisme militant, une forme de dégoût. À l'intérieur, à part quelques combattants dans la région du Tigre, il ne reste plus d'opposition : autrefois, le clergé chiïte et ses dizaines de milliers d'étudiants pouvaient encadrer une insurrection. Aujourd'hui, le principal religieux chiïte encore présent à Najaf, l'ayatollah Sistani, n'a qu'une centaine d'étudiants... dont 90 agents du régime.

Autrement dit, il n'y a pas de plan de rechange !

Les Américains ne savent pas du tout ce qu'ils veulent faire. On le voit au nombre de scénarios qu'ils sortent de leur chapeau. Cela va de l'occupation avec un gouverneur militaire américain, à l'image de ce qui fut fait au Japon, à un partenariat avec l'Iran et l'association d'une partie de l'opposition islamique chiïte dans un gouvernement d'union nationale. Un gouvernement civil irakien dont on a vu la préfiguration à la conférence de Londres, le mois dernier : chacun y était représenté en fonction de son appartenance confessionnelle et ethnique. Autrement dit, une sorte de libanisation. Entre les deux, il y a des scénarios intermédiaires, dont le retour à Bagdad de la monarchie hachémite. Elle a les faveurs du lobby pro-israélien à Washington et de la droite israélienne : ils rêvent de mettre à profit cette guerre pour redessiner la carte de la région. Un grand royaume arabe, pro-occidental et aidé par un plan Marchal, réaliserait le rêve panarabe. En contrepartie, tous les Palestiniens, seraient transférés au-delà du Jourdain. Cela fait froid dans le dos. C'est dire où on en est !

L'Irak risque-t-il d'éclater ?

Les Kurdes ne feront pas sécession. L'environnement régional est verrouillé. L'explosion peut venir d'ailleurs. Après la défaite de 1991, l'armée a été totalement marginalisée par le régime et on a vu émerger des gardes prétoriennes, suréquipées, à recrutement tribal très prononcé : la Garde républicaine, les fedayins de Saddam, etc. Elles ont des comptes à régler. Il est tout à fait possible qu'au lieu de se battre contre les Américains, ces forces se battent entre elles.

Iraq Wars

by *Chalmers Johnson*

In the hours immediately following the September 11, 2001 attacks on the World Trade Center and the Pentagon, Secretary of Defense Donald Rumsfeld asked for plans to be drawn up for an American assault on Iraq. The following day, in a cabinet meeting at the White House, Rumsfeld again insisted that Iraq should be “a principal target of the first round in the war against terrorism.”⁽¹⁾ The president allegedly replied that “public opinion has to be prepared before a move against Iraq is possible,” and instead chose Afghanistan as a much softer target.

These statements and their timing, are noteworthy because the United States had not even determined that the suicide bombers came from Osama bin Laden’s al-Qaeda network and it has never published any evidence that al-Qaeda had any connection with Iraq. Until passenger manifests revealed that the airliner hijackers were mostly from Saudi Arabia, I myself thought that the attacks could be blowback from American policies in any number of places. Rumsfeld’s early targeting of Iraq therefore suggests that the Bush administration has had a hidden agenda.

Ever since the first American war against Iraq, the “Gulf War” of 1991, the people in the White House and the Pentagon who planned and executed it have wanted to go back and finish what they started. They said so in reports written for then Secretary of Defense Cheney in the last years of the George H.W. Bush administration; and during the period when they were out of power, from 1992 to 2000, they drafted plans describing what they would do if the Republicans should retake the White House. In the spring of 1997, a number of them organized themselves as the “Project for the New American Century” (PNAC) and began to lobby for a regime change in Iraq.

In a letter to President Clinton dated January 26, 1998, they called for “the removal of Saddam Hussein’s regime from power,” and in a letter dated May 29, 1998, to Speaker of the House Newt Gingrich and Senator Trent Lott, they complained that Clinton had not listened to them, reiterating their recommendation that Saddam Hussein be overthrown. The letters were signed by Donald Rumsfeld; William Kristol, editor of the right-wing *Weekly Standard* magazine and chairman of PNAC; Elliott Abrams, the convicted Iran-Contra conspirator whom Bush appointed

director of Middle Eastern policy on the National Security Council in 2002; Paul Wolfowitz, now Rumsfeld’s deputy at the Pentagon; John Bolton, now undersecretary of state for arms control and international security; Richard Perle, now chairman of the Defense Science Board; William J. Bennett, President Reagan’s education secretary; Richard Armitage, now Colin Powell’s deputy at the State Department; Zalmay Khalilzad, former UNOCAL consultant and Bush’s ambassador to Afghanistan; and several other prominent American militarists. In addition to the letter-signatories, Dick Cheney; I. Lewis Libby, now Cheney’s chief of staff; Stephen Cambone, a Pentagon bureaucrat in both Bush administrations; and many others founded PNAC. They have made their ideas readily available in a September 2000 report entitled “Rebuilding America’s Defenses: Strategy, Forces, and Resources for a New Century” and in a book edited by Robert Kagan and William Kristol, *Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*.⁽²⁾

After George W. Bush became president, many of these men returned to positions of power in American foreign policy. For nine months, they bided their time. September 11 was, of course, precisely what they needed. Condoleezza Rice called together members of the National Security Council and asked them “to think about ‘how do you capitalize on these opportunities’ to fundamentally change American doctrine, and the shape of the world, in the wake of September 11th.” She said, “I really think this period is analogous to 1945 to 1947,” when fear and paranoia led the United States into its Cold War with the USSR.⁽³⁾

Still, the Bush administration could not just go to war with Iraq without tying it in some way to the 9/11 attacks. So it first launched an easy war against Afghanistan. There was at least a visible connection between Osama bin Laden and the Taliban regime, even though the United States contributed more to Osama’s development as a terrorist than Afghanistan ever did. Meanwhile, the White House launched one of the most extraordinary propaganda campaigns of modern times to convince the American public that an attack on Saddam Hussein should be a part of America’s “war on terrorism.”

The first and most obvious ploy of the warhawks was to claim, in the words of the president, “He [Saddam] possesses the most deadly arms of our age.” The problem with this argument is that it is probably not true and, even if true, suggests a need to disarm Iraq, not to wage a war to bring down Saddam Hussein. Iraq certainly had such

weapons of mass destruction (WMDs) at one time, but between 1991 and 1998 a combination of the Gulf War, UN sanctions, and UN inspectors destroyed almost all or all of them and Iraq's capabilities to produce more of them. In fact, the PNAC was never much interested in Saddam's WMDs except as a convenient excuse. "While the unresolved conflict with Iraq provides the immediate justification, the need for a substantial American force presence in the Gulf transcends the issue of the regime of Saddam Hussein," went the relevant passage in "Rebuilding America's Defenses."⁽⁴⁾

On October 7, 2002, President Bush contributed what was surely the weirdest of his "homicidal-dictator-with-WMDs" rationales for a war with Iraq. In a speech in Cincinnati, he first noted that "Saddam Hussein is a homicidal dictator who is addicted to weapons of mass destruction" and then warned that "Iraq has a growing fleet of manned and unmanned aerial vehicles that could be used to disperse chemical and biological weapons across broad areas. We're concerned that Iraq is exploring ways of using these [unmanned aerial vehicles] for missions targeting the United States." Presumably Bush was here referring to the Czech L-29 jet training aircraft, 169 of which Iraq bought in the 1960s and 1980s. The L-29 is a single-engine, dual-seat airplane meant to be a basic flight trainer for novices, the Soviet bloc's version of America's Cessna. It has a range of about 840 miles and a top speed of around 145 miles per hour. Bush did not explain how these slow-moving aircraft might reach Maine, the nearest point on the U.S. mainland, some 5,500 miles from Iraq, or why they would not be shot down the moment they crossed Iraq's borders.

Another major Bush administration theme in calling for war against Iraq has been that Saddam secretly backed al-Qaeda in the terrorist attacks of September 11. In August 2002, Rumsfeld told Tom Brokaw on NBC News that "there are al-Qaeda in Iraq." On September 26, 2002, he claimed that the U.S. government had "bulletproof" confirmation of links between Iraq and al-Qaeda members, including "solid evidence" that members of the terrorist network maintained a presence in Iraq. The "solid evidence" has never been released...there is no evidence of links between Saddam and Osama bin Laden, a point often made by the CIA, and such cooperation would be implausible given Osama's religious commitments and Saddam's ruthlessly secular regime, whose only object of worship is Saddam himself.

Perhaps the least convincing of the official reasons for wanting to get rid of Saddam is the administration's contention that he has no respect for UN resolutions. On September 30, 2002, Rumsfeld staged a show at the Pentagon featuring gun-camera footage of Iraqi anti-aircraft artillery firing at American and British warplanes patrolling the no-fly zones in northern and southern Iraq. Secretary Rumsfeld must know that no UN resolution (or other international authority) exists to legitimize the no-fly zones. The U.S., Britain, and France created them unilaterally in March 1991 in order to protect Kurds and Shi'ites who had risen in revolt against Saddam after the Gulf War. Although this stopped Saddam from using his air power, the Bush administration then stood by as he crushed the uprisings

because it feared that a successful Kurdish revolt would destabilize its ally, Turkey, which has long been engaged in a ruthless suppression of its own Kurdish minority. France soon dropped out of the no-fly zone enforcement, but the U.S. and Britain have continued and, more recently, escalated their air attacks, although they are clearly illegal under international law.⁽⁵⁾

Then there is the administration's assertion that overthrowing Saddam would bring democracy to Iraq and other countries around the Persian Gulf. If the United States were truly interested in democracy in the Persian Gulf region, it might have begun long ago in Saudi Arabia or in any of the feudal monarchies in which it has built major American military garrisons — Kuwait, Bahrain, Qatar, the United Arab Emirates, and Oman.

Since none of these rationales for belligerence toward Iraq makes much sense, some observers around the world have looked elsewhere for the administration's true motives. One prominent theory concerns Iraq's oil. Its reserves are the second largest on earth after those of Saudi Arabia. Perhaps the reason Bush junior is obsessed with Iraq, according to this line of thought, is that he wants to seize its oil. The United States needs a lot of oil for its huge automotive sector and also has an interest in controlling other countries whose industrial life is equally dependent on imported petroleum. As Anthony Sampson, the oil expert and author of the classic book on the major oil companies, *The Seven Sisters*, observes, "Western oil interests closely influence military and diplomatic policies, and it is no accident that while American companies are competing for access to oil in Central Asia, the U.S. is building up military bases across the region."⁽⁶⁾

The U.S. may be able to oust Saddam, but seizing Iraq's oil is quite another matter. In any war the U.S. risks seeing Saddam order his oil fields set ablaze, as he did to Kuwait's in 1991. This would have a powerful effect on short-term oil prices and on the economy of the United States. Perhaps more serious in the long run, France, Russia, China and other countries have multibillion dollar contracts with Saddam that entitle them to drill in Iraq's oil fields. These contracts are currently in abeyance because of UN sanctions, but the countries holding them clearly want to protect their investments. They would not look kindly on the prospect that the U.S. might freeze them out. Perhaps there is nothing they can do in the face of an American military fait accompli, but extensive litigation, not extensive drilling, is certain if the U.S. does not accommodate their interests. The oil moguls in the White House are probably not giving much attention to this issue. They are mesmerized by thoughts of world domination based on their control of the main sources of oil.

Another popular theory holds that the primary influence on U.S. thinking about the Middle East is the ruling Likud Party of Israel. It is thought that the desire to oust Saddam Hussein reflects the long-range interests of Israeli rightists who want to ensure the country's continuing regional military superiority. Many of the key figures in the second Bush administration and in PNAC have intimate connections with Likud. Among these are Richard Perle, chairman of the Defense Policy Board, which reports to deputy



secretary of defense Paul Wolfowitz; Douglas Feith, assistant secretary of defense for policy, one of the Pentagon's four most senior posts; and David Wurmser, special assistant to PNAC founder John Bolton, who is undersecretary of state for arms control in the Bush administration. Perle is a member of the board of the Jerusalem Post and author of the chapter "Iraq: Saddam Unbound" in the PNAC book *Present Dangers*. In private life, Feith is a partner in a small Washington law firm that specializes in representing Israeli munitions makers seeking tie-ups with American weapons industries. Before going to the State Department, Wurmser was head of Middle Eastern projects at the American Enterprise Institute. He is the author of the AEI-published book *Tyranny's Ally: America's Failure to Defeat Saddam Hussein* (1999), which has a foreword by Perle. During the Reagan administration, Feith served as special counsel to Perle, who was then assistant secretary of defense for international security affairs.

In July 1996, these four wrote a position paper for then-incoming Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu of the Likud Party entitled "A Clean Break: A New Strategy for Securing the Realm." It called on Israel to repudiate the Oslo Accords as well as the underlying concept of "land for peace" and to permanently annex the entire West Bank and Gaza Strip. It also recommended that Israel advocate the elimination of Saddam Hussein as a first step toward regime changes in Syria, Lebanon, Saudi Arabia, and Iran. In November 2002, Israeli Prime Minister Ariel Sharon, also

of the Likud Party, echoed these ideas when he urged the United States to turn to attacking or subverting the Iranian government as soon as it had finished with Saddam. There are many other officials and hangers-on of the second Bush administration who hold these or similar views.

Still another perfectly reasonable theory is that America's war fever against Iraq is a concoction of shrewd political operators in the White House. It has been suggested that, whether the U.S. ultimately goes to war with Iraq or not, the campaign against Saddam Hussein was meant to influence domestic American politics and the November 2002 election. It was, according to several commentators, a case of the use of "weapons of mass distraction."⁽⁷⁾ Among the goals of these operatives were bolstering George W. Bush's dubious legitimacy as president and distracting the American voters from his less-than-sterling record. In this view, key White House political advisers Karl Rove and Andrew Card proved far more influential than either Secretary of Defense Rumsfeld or Secretary of State Powell. This perspective fits well with what we know of recent history. During the Vietnam War, Presidents Kennedy, Johnson, and Nixon made their foreign policy decisions based almost exclusively on domestic political considerations rather than on grand strategy or intelligence estimates.⁽⁸⁾ For George W. Bush, the strategy worked. A rarity in modern American political history, after two years in office, the party holding the White House increased its strength in Congress, gaining control of both houses.

I agree with aspects of each of these explanations. Oil, Israel, and domestic politics have all played a role in the Bush administration's stance toward Iraq. But I feel the need to put them into a larger historical context. A second American-Iraqi war will also be the culmination of a process that began a half-century ago when the United States for the first time employed its Central Intelligence Agency secretly and illegally to overthrow a democratically elected government. The 1953 CIA-engineered coup d'état against Prime Minister Mohammad Mossadeq of Iran started a chain of events that included Ayatollah Khomeini's revolution of 1979 against the Shah and his patron, the United States. This revolution destroyed one of the "twin pillars" of American strategy in the Persian Gulf — cultivation of authoritarian, undemocratic client states in Saudi Arabia and Iran as sources of oil and bulwarks against Soviet influence. The Islamist revolution in Iran demanded a major reorientation of American foreign policy in the area. In that same year, the Soviet Union invaded Afghanistan and the United States covertly began to arm anti-Soviet Afghans, as well as Osama bin Laden. This set in motion a complex series of realignments that would ultimately lead veterans of the anti-Soviet Afghan resistance to organize the terrorist attacks of September 11, 2001, against New York and Washington.

After the 1979 revolution in Iran, the United States decided to back the sworn opponent of the Islamic clerics who had come to power there — namely, Iraq's secular tyrant Saddam Hussein. In September 1980, Saddam invaded Iran. When it looked like Iran might defeat him, the Reagan administration covertly began to supply him with satellite intelligence and weapons, including precursors for development of biological weapons and the basic ingredients for the chemical agents he used, in President Bush's memorable words, "to gas his own people." The Iraq-Iran war ended with a ghastly loss of life on both sides. In 1990, the U.S. allowed Saddam to think that it would tolerate his seizure of Kuwait. Every Iraqi leader since the 1920s has vowed to invade Kuwait and reunite it with Iraq, and Saddam was no exception. The U.S. then seized the opportunity posed by Iraq's occupation of Kuwait to vastly expand its empire of military bases in the Persian Gulf. As the Middle East scholar Stephen Zunes observes, "The United States used Iraq's invasion of Kuwait as an excuse to advance its long-desired military, political, and economic hegemony in the region."⁽⁹⁾ The attacks of September 11 have, in turn, given the United States a renewed opportunity to expand its power and influence in the region — this time potentially to use its new Persian Gulf bases to establish even more bases in the ancient territories between the Tigris and Euphrates rivers in Iraq.

In short, I believe the true explanation for the American government's planned second war with Iraq is the same as for its wars in the Balkans in 1999 and in Afghanistan in 2001-2002 — the inexorable pressures of imperialism and militarism. I agree with Jay Bookman, an editor of the Atlanta Journal-Constitution, when he asks, "Why does the administration seem unconcerned about an exit strategy from Iraq once Saddam is toppled? Because we won't be leaving. Having conquered Iraq, the United States will create perma-

nent military bases in that country from which to dominate the Middle East, including neighboring Iran."⁽¹⁰⁾

1. CBS News, as reported in New York Times, September 5, 2002, p. A10; Bob Woodward, *Bush at War* (New York: Simon and Schuster, 2002); and Chris Bury, "A Tortured Relationship: U.S.-Iraq relations, Part 2: War," ABC News, September 18, 2002.
2. Robert Kagan and William Kristol, eds., *Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy* (San Francisco: Encounter Books, 2000).
3. PNAC, "Rebuilding America's Defenses," p. 51; and Nicholas Lemann, "The Next World Order," New Yorker, April 1, 2002, p. 44. I am indebted to John Pilger for drawing my attention to the PNAC's activities. See *New Statesman*, December 16, 2002.
4. PNAC, "Rebuilding America's Defenses," p. 14.
5. Stephen Zunes, *Tinderbox: U.S. Foreign Policy and the Roots of Terrorism* (Monroe, Maine: Common Courage Press, 2003), p. 86; Robert Dreyfuss, "Persian Gulf-or-Tonkin Gulf?" *The American Prospect*, vol. 13, no. 23 (December 2002); and Eric Schmitt, "Pentagon Shows Videos of Iraq Firing At Allied Jets," *New York Times*, October 1, 2002.
6. Anthony Sampson, "West's Greed for Oil Fuels Saddam Fever," *The Observer*, August 11, 2002.
7. Dan Plesch, "Weapons of Mass Distraction," *The Observer*, September 29, 2002; and Brian J. Foley, "War Cries: Weapons of Mass Distraction," *CounterPunch*, November 8, 2002.
8. The best source on this subject is Daniel Ellsberg, *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers* (New York: Viking, 2002).
9. Zunes, *Tinderbox*, p. 85.
10. "The President's Real Goal in Iraq," *Atlanta Journal-Constitution*, September 29, 2002.

Edited version of essay by Chalmers Johnson adapted from his upcoming book The Sorrows of Empire: How the Americans Lost Their Country, to be published in late 2003 by Metropolitan Books. The essay was reproduced on www.zmag.org and first appeared on www.tomdispatch.com, a weblog of Tom Engelhardt, author of The End of Victory Culture.

Copyright Chalmers Johnson

Entretien avec Raid Fahmi

L'Irak, nouveau pivot de la politique des États-Unis

Depuis la guerre dite du Golfe, qui a fait suite à l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990, la politique adoptée par les États-Unis était une politique d'endiguement (containment), dont l'implacable régime de sanctions globales imposé à l'Irak au lendemain de l'invasion du Koweït constitue un des principaux instruments. Une fois atteint l'objectif de sortie des troupes irakiennes du Koweït, les forces armées placées sous la conduite des États-Unis vont infliger des dommages militaires d'ampleur, outre les pertes civiles et les destructions d'infrastructure, au régime de Saddam Hussein. En mars 1991, l'Irak est mis à genoux.

Pour saisir cette évolution aboutissant à la situation actuelle, il faut avoir en mémoire le résultat paradoxal de la guerre de l'Irak face à l'Iran (1980-1988). Si l'Irak sort très affaibli économiquement de cette guerre, au plan militaire il dispose de ressources importantes. Cette puissance militaire du régime de Saddam Hussein est un facteur de déséquilibre régional. Une neutralisation sur le plan militaire de l'Irak était donc un objectif important pour les États-Unis et leurs alliés.

Suite au renversement du régime du shah d'Iran (février 1979) et à son remplacement par la République islamique (fin mars 1979), il était important pour les États-Unis et pour les puissances européennes de renforcer l'Irak, à la tête duquel Saddam Hussein qui, au cours des années soixante-dix, avait concentré de plus en plus de pouvoir.

On peut dire que l'Irak s'est porté volontaire pour bloquer toute extension de la révolution islamique iranienne. Le déclenchement de la guerre contre l'Iran se fait en septembre 1980. Au cours de ce conflit, l'Irak, appuyé par les monarchies du Golfe qui redoutent les répercussions de la révolution iranienne, recevra une aide militaire non seulement de l'Union soviétique – fournisseur d'armement depuis longtemps –, mais de pays européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne...). En février 1982, les États-Unis retiennent l'Irak de la « liste des pays terroristes ». En 1983, ils accordent d'importants crédits à l'Irak.

Lorsque le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak interviendra, en 1988, l'Irak est un pays dont une partie des infrastructures est détruite, qui a subi des pertes humaines importantes, qui est très affaibli au plan économique. Par contre, il dispose de moyens militaires considérables.

Il importait aux États-Unis de réduire massivement ce potentiel militaire, étant donné le rôle « déstabilisateur » que l'Irak pouvait jouer, et d'accroître leur implantation directe dans l'ensemble de cette région, qui dispose de réserves pétrolières gigantesques et au coût d'extraction comparative-ment très bas. Il y a là les causes profondes de la guerre du Golfe ; elle a été, faut-il le rappeler, financée par les États du Golfe – c'est-à-dire par des États dominés par les États-Unis – ainsi que par des pays impérialistes (Allemagne, Japon, etc.).

Cette politique d'endiguement – qui va reposer sur la permanence du régime de Saddam, sur des zones neutralisées au sud et au nord (zones de non-vol interdisant à l'Irak le survol de son propre territoire) et sur le maintien de l'intégrité territoriale – va servir à maintenir et accroître les divisions entre les divers États arabes.

Pourquoi l'Irak ?

Après le 11 septembre 2001, cette stratégie d'endiguement a connu un tournant. Il est probable qu'un certain nombre d'objectifs préexistaient au 11 septembre. Toutefois, l'événement lui-même a facilité la mise en oeuvre et la légitimation de la nouvelle politique américaine. Dans les desseins de l'administration Bush, l'Irak doit devenir un État jouant un rôle actif et en faveur des États-Unis.

Les oppositions aux États-Unis et à leur politique en Arabie saoudite ou en Égypte apparaissent enracinées, structurelles. Elles ont été nourries par la présence régionale directe accrue des États-Unis après 1991 et par le soutien inconditionnel de l'administration américaine à la politique coloniale et répressive de l'État israélien face au peuple palestinien. Ces oppositions s'expriment sous la forme de courants islamistes intégristes, ayant leurs relais en Arabie saoudite, au sein des élites religieuses et de fractions de l'establishment politique.

D'un point de vue historique et structurel, les courants intégristes islamistes ne disposent pas du même enracinement en Irak qu'en Arabie saoudite ou en Égypte. Le courant islamiste en Irak a une dimension plus spécifiquement religieuse et il est dirigé prioritairement contre le régime de Saddam Hussein. Dès lors, ce régime une fois écarté, l'Irak pourrait servir de point d'appui plus stable pour les États-Unis et plus adapté à leur politique de contrôle régional. Dans cette perspective, il ne s'agit plus d'endiguer l'Irak mais de le transformer en point d'appui de la nouvelle stratégie impérialiste américaine.

Évidemment, en toile de fond de tout cela se trouve le pétrole. Les réserves prouvées de l'Irak sont considérées comme étant les deuxièmes du monde. Le contrôle du pétrole irakien, s'ajoutant aux autres mainmises des sociétés américaines dans les pays du Golfe ou en Asie centrale, renforcerait l'hégémonie internationale des États-Unis.

De plus, la place géographique de l'Irak entre la Syrie et l'Iran lui donne un rôle de premier plan dans la reconfiguration géopolitique envisagée, à moyen terme, par les Américains. Enfin, et cela est évoqué par divers analystes, un État irakien soumis à Washington pourrait s'insérer dans un « front de coopération » réunissant la Turquie, la Jordanie et établissant des passerelles avec Israël, qui collabore déjà étroitement avec la Turquie.

Ensuite, je pense qu'il ne faut pas écarter une option à long terme de l'État israélien concernant un déplacement d'une partie de la population palestinienne vers la Jordanie et l'Irak, apportant ainsi une solution au problème du retour des réfugiés palestiniens. Enfin, un Irak devenu un nouveau partenaire des États-Unis dans la région y faciliterait la politique de redéploiement diplomatique et économique d'Israël.

En s'engageant pleinement dans l'offensive militaire contre l'Irak, l'État sioniste pourrait disposer d'arguments plus forts afin de faire valoir ses intérêts.

Plus conjoncturellement, la mobilisation guerrière face à l'Irak sert de diversion face à la brutalité de la politique d'occupation et de colonisation d'Israël en Cisjordanie et à Gaza ; une diversion utile face aux difficultés rencontrées par Sharon pour faire aboutir ses projets.

La stratégie guerrière des États-Unis

Sur quoi parient les Américains ? L'étranglement économique est un des instruments. La panoplie est diversifiée : limitation des recettes pétrolières par réduction du volume produit ; obligation, à partir de la résolution 692 du Conseil de sécurité de l'ONU, de verser des milliards de dollars à titre de dédommagement à un grand nombre de pays, parmi lesquels le Koweït, et de sociétés (entre décembre 1996 et fin 2000, plus de 11 milliards de dollars ont été versés à la Commission d'indemnisation des Nations unies) ; contrôle des exportations du pétrole passant par la Turquie, avec la possibilité, actuelle, de les limiter... À cela s'ajoutent les bombardements américains et anglais réguliers sur des objectifs dits militaires.

Les États-Unis, par la détermination affichée d'une intervention, passent un message à des secteurs de l'armée : « Vous n'avez pas de chances de vous en sortir, nous ferons tout pour renverser le régime, un ralliement est la seule possibilité, pour vous, de trouver une place dans l'Irak de demain. » Il n'est pas impossible de penser que des dissensions puissent, sous une telle contrainte, déboucher sur une lutte de pouvoir. D'ailleurs, nombreux sont les Irakiens qui doutent encore d'une intervention militaire des États-Unis.

Le régime, lui, combine initiatives diplomatiques et mobilisation contre la guerre. Il tente de redonner un rôle au parti Baas. Il a même opéré des distributions d'armes à ses milices. Cependant, de nombreuses failles apparaissent qui l'ont conduit, tout dernièrement, à retirer l'armement qu'il avait distribué à des « secteurs de base » du parti. Une crise de loyauté s'exprime au sein même d'un instrument, le parti,

que le régime, récemment, tentait de faire revivre.

Il faut avoir à l'esprit que la perspective générale des Américains est de contrôler au maximum les forces dites d'opposition et, au moment où le pouvoir très centralisé de Saddam Hussein serait touché, d'être apte à le transférer vers des forces militaires et politiques qui assureraient l'intégrité territoriale, une gestion la plus ordonnée et disciplinée possible de la transition vers un Irak s'insérant dans cette stratégie étatsunienne que j'ai décrite au début de notre entretien.

La société irakienne

La structure de la société irakienne a été très profondément affectée par les deux guerres. On en connaît les conséquences terribles sur le plan de l'éducation, de l'alimentation, de la santé, de la mortalité, etc. Mais on n'en a pas encore mesuré tous les effets sur le tissu social, sur les modifications des relations entre les différentes classes et groupes sociaux.

Au cours des années soixante-dix et plus spécifiquement après la hausse forte et rapide des cours du pétrole dès 1973, le régime baassiste a pu redistribuer l'abondante rente pétrolière – cette dernière, en termes annuels, est passée de 520 millions de dollars en 1970 à 26 milliards en 1980 – et répondre assez largement aux besoins et intérêts de larges couches sociales.

Ainsi, de 1974 à 1980-1982, l'amélioration du niveau de vie de couches populaires a été réelle ; les services publics ont été développés, l'éducation et la santé se sont améliorées. Simultanément, s'est effectuée une différenciation assez rapide au sein de ce qu'on pourrait appeler les couches moyennes. La politique d'industrialisation extensive, ancrée dans des dépenses publiques, a généré le développement d'un capitalisme complètement dépendant de l'État. Ce type de processus d'accumulation a suscité le déploiement d'une « bourgeoisie bureaucratique », d'une couche sociale subordonnée aux ressources et aux investissements de l'État. Elle a fourni une des bases du parti Baas.

Cette croissance a continué jusqu'en 1982, c'est-à-dire jusqu'à ce que les effets de la guerre avec l'Iran minent ce processus socio-économique. Conjointement à la consolidation du pouvoir absolu de Saddam, un déplacement s'opère : le régime va de plus en plus s'appuyer sur les structures claniques, sur des systèmes de loyauté liés à des familles élargies et des régions. Cela se répercute y compris au sein même du parti Baas dont le fonctionnement antérieur se refond.

La guerre contre l'Iran induit aussi un changement dans le processus d'accumulation : le secteur militaire et les secteurs connexes prennent une place disproportionnée. Une certaine redistribution des cartes s'effectue donc au sein des cercles gouvernants.

La redistribution sociale de la rente pétrolière prend fin ; les progrès socio-économiques des années soixante-dix sont liquidés ; la régression sociale avance à grands pas.

Conjointement à l'essor d'une industrialisation militarisée, le statut de larges secteurs de la classe ouvrière va changer : travaillant dans l'industrie de défense nationale, ces salariés sont soumis à la discipline militaire. Et dans le secteur privé, les organisations syndicales ne disposent d'aucune autonomie.

Après 1991, la rente pétrolière se verra encore plus réduite. Dès lors, une nouvelle mutation intervient dans le système

de redistribution de la rente. Une première forme a trait à un processus de privatisation, enclenché dès les années 80, qui prendra son essor dans le secteur agricole, avec une restitution des terres à des propriétaires et surtout la mise en place d'un système de location de terres. La dégradation des services publics a ouvert la voie à des formes de privatisation déguisée. La base sociale du régime de plus en plus s'est contractée.

Comme conséquence de l'embargo, une autre forme de rente a pris son essor : c'est l'ensemble des ressources obtenues grâce au contrôle du marché noir, du secteur import-export, de la contrebande, du marché des devises, et cela dans une économie qui reste placée sous un contrôle très centralisé. La dimension parasitaire de cette rente est poussée à l'extrême. L'appareil de pouvoir et ses auxiliaires ont établi un droit de prélèvement sur l'ensemble des revenus propres à une économie de rareté et de survie.

Ainsi, la bourgeoisie bureaucratique en tant que telle s'est affaiblie dans la mesure où elle était très dépendante du secteur public qui s'est délité. Des secteurs qui avaient poursuivi leur captation de ressources dans une économie que l'on pourrait dire militarisée se sont affaiblis ; certains perpétuent leur carrière parasitaire grâce au monopole d'influence qu'ils détiennent.

Enfin, bien que réduite, la rente pétrolière reste une source de revenu pour les cercles au pouvoir ou qui lui sont liés. Un tel constat sur l'évolution et le statut des classes dominantes ne peut, a contrario, que mettre en relief la césure complète entre le régime et l'essentiel de la population...

En effet, le fossé s'est élargi considérablement entre les cercles dirigeants et l'essentiel de la population qui baigne dans cette économie de survie, avec les diverses brutalités et les difficultés quotidiennes qui lui sont propres. Les formes les plus dures d'exploitation prospèrent. Toute législation du travail a disparu. Toute activité syndicale indépendante, pour autant qu'elle soit possible, est réprimée dans le sang. Plus généralement, guerres et embargo ont abouti à un affaiblissement structurel du prolétariat et à son atrophie sociale et politique. Le secteur informel ne cesse de s'étendre. Le secteur industriel s'est réduit comme peau de chagrin aussi bien à cause de la contraction du marché intérieur (paupérisation, réduction radicale du pouvoir d'achat) et des débouchés extérieurs que du manque de pièces de rechange.

La dureté extrême de la vie quotidienne - reconnue par les diverses enquêtes de l'OMS, de l'Unicef, etc. - et les conditions propres à des activités de survie, au-delà de la nature très répressive du régime, rendent très difficile, si ce n'est impossible, une organisation de la population, des activités de résistance minimales. Les masses plébéiennes, paupérisées se débattent pour survivre.

Les « classes moyennes » - qui avaient vu leur statut s'améliorer, comme nous l'avons dit, au cours des années soixante-dix et jusqu'en 1982 - ont connu une brutale descente aux enfers. Ces secteurs, en grande partie formés de salariés stables, dépendant directement ou indirectement de la redistribution étatique de la rente pétrolière, fortement urbanisés, constituaient une force capable d'agir, aux plans social et politique. Actuellement, ces couches sociales sont de même affaiblies, marginalisées, rejetées dans l'économie

de survie et réduites à une passivité socio-politique. Leurs membres, du moins celles et ceux qui en avaient la possibilité, ont choisi l'exil, ce qui constitue une perte de « capital humain, culturel et scientifique ».

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre une relance des courants islamistes qui fonctionnent comme un système d'étayage, de protection, face au séisme économique, social, politique, culturel. De même ont refait surface, comme point d'ancrage, les réseaux familiaux, les réseaux claniques, confessionnels, les structures sociales traditionnelles qui avaient été en partie « dépassées » par le processus historique de modernisation de la société irakienne.

Y compris le fonctionnement du régime de Saddam Hussein s'appuie sur ces anciennes structures, face à l'érosion de l'institution État-parti. Dans ce cadre, les courants politiques et idéologiques nationalistes progressistes, socialisants ou même marxistes ont reculé. Il est difficile de prévoir leurs évolutions face à des bouleversements aussi profonds.

Les ressources de Saddam

Dans un tel champ de ruines, le régime de Saddam Hussein peut difficilement faire appel aux grands thèmes de l'idéologie nationaliste et panarabiste du Baas historique. Ses tentatives de récupération de l'islam, pour ne pas dire de l'islamisme, font long feu, sa crédibilité en la matière étant des plus réduites. L'appel au sentiment patriotique, à la défense de l'intégrité territoriale de l'Irak trouve un écho des plus limités, d'autant plus que sa politique est à l'origine d'une perte de contrôle de grandes parties du territoire.

Dès lors, Saddam Hussein s'appuie sur un appareil répressif qui, jusqu'à maintenant, a gardé une certaine homogénéité, qui a perduré, car les menaces de renversement du pouvoir étaient réduites. Certes, les règlements de comptes au sein des cercles dirigeants ont été nombreux, touchant même la famille de Saddam Hussein. Mais jusqu'à maintenant les tentatives d'organisation « subversive » dans le cour de la capitale dirigeante ont toujours été brisées. La méfiance mutuelle est élevée au rang de règle de fonctionnement et de sauvegarde personnelle. Un haut dignitaire « soupçonné » n'a comme perspective que la porte de sortie du pays.

En outre, le régime distribue de façon calculée des privilèges, à partir d'une centralisation très forte des ressources économiques et du pouvoir politique. Pour faire image : Saddam Hussein distribue divers types de décorations, militaires ou politiques. À chacune d'elles correspond une somme d'argent payée sous forme mensuelle. Le système de dépendance de divers cercles concentriques est fort bien organisé.

Ensuite, l'utilisation de l'embargo est une autre des clés de gestion du pouvoir. Dans les villes, de larges couches de la population dépendent des tickets de rationnement ; sans eux il est impossible de survivre. Depuis l'application de l'accord appelé « pétrole contre nourriture », adopté en avril 1995 et accepté par le régime en 1996, le réseau de dépendance contrôlée a pu relativement se stabiliser.

Enfin, les déchirures du tissu social, la fragmentation de la société, les divisions multifaces qui en découlent forment des obstacles à toute opposition quelque peu unifiée contre le régime. Certainement 80 à 90 % de la population s'oppose au régime, mais, simultanément, les processus

d'atomisation sociale concourent à neutraliser cette opposition potentielle. Il y a là un défi énorme pour une opposition politique qui vise à une issue démocratique et sociale de cette crise et du renversement de ce régime.

Et la mobilisation

Pour celles et ceux qui acceptent les objectifs affichés par les États-Unis – le discours américain aujourd'hui met en relief, pour reprendre les formules de Bush, la nécessité de changer un régime qui « menace le monde » et de « libérer le peuple irakien de la servitude dans laquelle ce régime le tient » –, il est utile de rappeler que dans l'histoire il est très rare de voir une guerre impériale donner naissance à un régime démocratique ; particulièrement lorsque les intérêts économiques (pétroliers) d'une telle guerre ne sont même pas camouflés.

En outre, la puissance ou la coalition de puissances qui s'engagerait dans cette guerre n'a pas l'intention de s'appuyer sur un processus d'autodétermination effectif de la population. D'ailleurs, la diplomatie américaine et anglaise, qui met en relief le regroupement de l'opposition, n'attribue à cette dernière aucun rôle dans la conduite du « renversement de Saddam ». L'opposition occupera sa place une fois que les Américains seront maîtres de l'Irak, c'est-à-dire de façon totalement subordonnée.

Toutes les facettes de la politique d'embargo démontrent le peu de souci, pour utiliser un euphémisme, manifesté pour le bien-être social de la population et pour « construire un meilleur avenir pour ses enfants » (Lettre de G. W. Bush au Congrès, 5 septembre 2002). Cette seule formule, à la lumière des centaines de milliers d'enfants morts ou handicapés par les effets combinés de la guerre (uranium appauvri, etc.) et de l'embargo, donne la mesure du cynisme de l'administration Bush et de ses supporters.

Y compris au plan du droit international, on pourrait s'interroger sur les raisons qui conduisent à ce que la résolution

688, adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 5 avril 1991, n'ait pas été utilisée comme un des instruments de défense des droits démocratiques. Cette résolution concerne plus directement « la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak ». Toutefois, dans son article 2, elle indique explicitement qu'elle vise à assurer « le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens ». Or, cette résolution qui fournirait une base juridique pour faire pression sur le régime de Saddam, au-delà des régions kurdes, n'a jamais suscité beaucoup d'intérêt. Les propositions émises par des rapporteurs spéciaux de l'ONU sur les droits de l'homme, celles concernant les commissions d'inspection sur le respect des droits de l'homme, tout cela n'a jamais été traduit en initiatives politiques, à l'inverse de l'insistance mise sur les structures d'inspection concernant « les armes de destruction de masse ».

Pour ce qui relève des forces de gauche en Europe occidentale, l'opposition radicale à la politique impérialiste américaine et à ses alliés nous apparaît aller de soi. Toutefois, il nous semble erroné de se limiter à dire : « La question du régime de Saddam Hussein appartient au seul peuple irakien, nous n'avons pas à exprimer une opinion à ce propos. »

Le rapport de force entre le peuple irakien, les forces démocratiques et de gauche irakiennes et l'appareil d'État est massivement en faveur du régime en place. Dès lors, nous pensons que, dans le mouvement contre la guerre, les positions contre la dictature, contre Saddam Hussein ne doivent pas disparaître. Selon nous, le mouvement doit être clairement contre la guerre impérialiste, mais aussi, y compris dans les pays impérialistes, contre la dictature et pour la démocratie en Irak. Cette articulation nous semble très importante. Il ne nous semble pas qu'il faille introduire une hiérarchie qui aboutirait à ne pas souligner le besoin d'un combat antidictatorial et le soutien aux forces démocratiques irakiennes.



Les multiples enjeux de la crise irakienne

par Pierre Beaudet

Le rapport très attendu sur les résultats des deux premiers mois d'inspections en Irak sera présenté au Conseil de sécurité de l'ONU le 27 janvier. La Commission de contrôle et de vérification de l'ONU, dirigée par l'Allemand Hans Blix et 270 inspecteurs onusiens, doit établir une fois pour toutes que l'Irak a bel et bien liquidé son arsenal d'armes dites de "destruction massive". La tâche est immense, mais Hans Blix est optimiste. D'une part, il sait que la précédente commission de l'ONU, qui a travaillé en Irak jusqu'en 1998, avait effectivement forcé Saddam Hussein à détruire plus de 90 % de ses armes, ce qui a été confirmé par la CIA. D'autre part, il se dit confiant d'obtenir la pleine coopération des autorités irakiennes. Dans une volte-face dont Saddam est passé maître, l'Irak a non seulement promis de livrer toute l'information nécessaire, mais a également affirmé qu'il n'y avait pas de quoi s'énerver puisque ce pays qu'on qualifiait de puissance militaire se trouve aujourd'hui pratiquement désarmé.

Reste à voir si la « dernière chance » donnée à Saddam sera véritablement une opération pour éviter la guerre. Lors du débat à l'ONU, pratiquement tous les pays à part les USA ont affirmé miser sur l'inspection. Même les plus fermes alliés des USA (comme le Mexique) ont déclaré qu'ils n'acceptaient pas dans les conditions actuelles une guerre unilatérale contre l'Irak. Sous la conduite de la France et de la Russie et en partie à cause de la pression populaire (des manifestations gigantesques ont eu lieu un peu partout contre la guerre, notamment en Angleterre, en Allemagne, en Italie et même aux États-Unis), il y a eu un véritable bloc contre le plan américain, ce qui a forcé au compromis actuel. De plus, le Conseil de sécurité de l'ONU devra nécessairement approuver l'intervention militaire, si et seulement si le rapport de Blix conclut que Saddam est de mauvaise foi, et ce via une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. Pas question donc de donner un feu vert à l'armée américaine. Les faucons américains, en particulier le vice-président Dick Cheney, ont donc du temporairement reculé.

Le Plan B de Washington

Rien n'est moins sûr, toutefois, que les États-Unis vont se contenter d'un rapport de l'ONU. À peine la résolution 1441 adoptée, les porte-parole américains affirmaient se réserver le « droit » d'agir unilatéralement, s'ils considèrent

que les intérêts des USA sont en jeu. Le jour même de l'adoption de la résolution de l'ONU, des bombardiers américains et britanniques attaquaient à nouveau des cibles dans le sud de l'Irak.

En fait, Washington espère que Saddam va se fourvoyer quelque part dans le processus, soit en nuisant au travail des inspecteurs, soit en cachant des informations dont les Américains disposent grâce à leurs satellites. Le ton de la résolution 1441 pourrait aussi leur servir, car il met carrément l'Irak sur la sellette. L'article 4 de la résolution stipule par exemple que « toute fausse information ou omissions dans les déclarations soumises par l'Irak (...) constitueront une violation patente des obligations de l'Irak ». Les USA aura aussi une participation importante dans la Commission de vérification, via les Américains qui en feront partie. Lors de la dernière Commission d'inspection (jusqu'en 1998), les Irakiens ont accusé à plusieurs reprises des membres de la Commission de pratiquer l'espionnage. L'accusation a été rejetée du revers de la main par les États-Unis et la plupart des grands médias, jusqu'à temps qu'un des responsables de la Commission, l'Américain Scott Ritter, avoue lui-même que les débriefings étaient d'abord envoyés à Washington et que la CIA passait au peigne fin les rapports avant qu'ils ne parviennent à l'ONU.

Mais même si l'Irak respectait à la lettre le processus élaboré par l'ONU, les USA tenteront par tous les moyens de déclencher la guerre. Selon les plans révélés par le président Bush, 250 000 militaires sont à la veille d'être déployés dans la région. Le « US Central Command », qui est responsable des opérations au Moyen-Orient, est en train d'installer 600 de ses officiers supérieurs au Qatar, en vue d'une guerre prévue au début de février prochain. Un immense bateau-cargo situé en Virginie, le « Tern », est présentement en train de charger les armes lourdes à destination du Golfe. La stratégie évoquée est de procéder d'abord à un bombardement massif des forces irakiennes, notamment via l'utilisation d'armes spéciales dites « intelligentes » comme les missiles téléguidés et les bombes destinées à pénétrer dans les bunkers sous-terrains. Le Pentagone espère ainsi porter des coups très durs à l'armée et coincer Saddam dans ses quartiers de Bagdad, l'isolant ainsi du reste du pays. Selon des estimations, cette guerre pourrait provoquer la mort de centaines de milliers d'Irakiens, surtout si les combats aboutissent à Bagdad, une ville de plus de cinq millions d'habitants et que Saddam a promis de transformer en « cimetière de soldats américains ». Reste l'autre hypothèse favorisée notamment par la CIA, celle d'un coup d'état militaire contre Saddam, qui placerait au pouvoir une nouvelle équipe prête à « accueillir » l'armée américaine sans trop d'effusion de sang.

Saddam joue ses dernières cartes

Brillant tacticien, Saddam a réussi dans le passé à passer à travers maintes crises. Allié des USA durant la guerre contre l'Iran dans les années 80, il avait su se maintenir au pouvoir grâce à une impitoyable répression, dans le silence et l'indifférence de la dite communauté internationale. Par la suite lors de la première guerre du Golfe, il a pu également manoeuvrer en sauvant sa peau encore une fois et ce, malgré une puissante insurrection populaire que les USA lui avaient permis d'écraser. Par après, Saddam a su jouer au chat et à la souris avec l'ONU, détruisant la majeure partie de son armement d'une part, maintenant ses capacités répressives d'autre part. Parallèlement, Saddam a pu utiliser à son profit le terrible embargo imposé à son pays. C'est en effet la population, et non le régime, qui a souffert le plus.

Depuis quelques années, Saddam a élargi ses options en négociant l'accès à ses riches ressources pétrolières, avec la France et la Russie, notamment. Enfin, le régime irakien a profité également du pourrissement de la crise israélo-palestinienne. L'insupportable politique américaine de « deux poids deux mesures », qui aide le massacre des Palestiniens d'une part, et qui condamne le régime irakien d'autre part, a en effet réussi à mettre une partie importante de la communauté internationale dans une attitude d'hostilité ouverte contre les USA.

Saddam aurait pu espérer sauver sa mise, si n'était survenu le 11 septembre. Après les attaques contre New York et Washington, le président Bush a piloté un véritable retournement de l'opinion. La « guerre contre le terrorisme » est devenue la priorité et sous son ombrage, une vaste opération de reconquête du monde dont l'épicentre est au Moyen-Orient. L'« axe du mal » créé par Bush (l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord), est le nouvel ennemi que les USA entendent bien éradiquer, à la fois pour des considérations de politique intérieure (quoi de mieux qu'une guerre pour faire oublier les problèmes de malgestion et de fraude économiques) et dans le cadre d'une nouvelle stratégie géopolitique. Celle-ci selon Raid Fahmi, rédacteur en chef de la revue irakienne « Al Thakafa Al Jadida », vise une recolonisation pure et simple de l'Irak : « Le but est de transformer ce pays en un pivot de la domination américaine dans la région, à la fois contre les Palestiniens, l'Iran et la Syrie, et comme menace contre les pétromonarchies du Golfe jugées comme trop incertaines par Washington. » Dans ce scénario, Saddam n'a plus sa place. Les USA voudraient le remplacer par une nouvelle équipe totalement à leur solde, qui permettrait le déploiement de troupes américaines sur le sol irakien. Ils comptent notamment sur le « Congrès national irakien », une coalition menée par le très controversé Ahmad Chalabi, un millionnaire irakien exilé depuis trente ans et dont les appuis sont plutôt minces, y compris au sein de l'opposition irakienne. Chalabi se concerta avec des officiers dissidents qui essaient (ils l'ont fait à plusieurs reprises dans le passé) de tuer Saddam. Mais jusqu'à date, le président irakien a su déjouer les tentatives de coup d'État. En partie à cause de la puissance de son appareil répressif. En partie parce qu'il a su réorganiser son régime en confiant à certains groupes et chefs traditionnels des pouvoirs accrus. Ce « retribalisation » de l'Irak, selon le sociologue irakien Faleh Jabar, permet à Saddam de garder le pouvoir en atomisant et divisant davantage la société.

Les dilemmes du camp anti Saddam

En Irak selon Fahmi, « 90 % des gens sont contre Saddam ». Toutes les familles ont au moins un membre qui a été tué ou torturé par les terribles appareils de sécurité du dictateur irakien. « Même si beaucoup de gens détestent les USA pour les malheurs qu'ils ont imposés à l'Irak via les bombardements et l'embargo, la plupart des Irakiens blâment Saddam pour avoir mené le pays dans le trou noir où il trouve présentement. »

Si l'opposition contre Saddam est massive, la capacité réelle de résistance est beaucoup plus faible, à part les Kurdes (15 % de la population) qui ont installé dans le nord du pays une zone effectivement hors du contrôle de Saddam, grâce en partie au contrôle aérien exercé par les États-Unis (la politique du « No Fly Zone »). Mais même les partis kurdes sont hésitants. Le PDK de Masoud Barzani, qui contrôle une grande partie du Kurdistan irakien, est fortement courtisé par les USA qui lui promettent de protéger l'autonomie chèrement acquise. En jouant cependant un jeu qui rappelle celui des forces de l'Alliance du Nord (coalition d'opposition aux Talibans en Afghanistan), les Kurdes pourraient cependant perdre gros. D'une part, ils pourraient apparaître aux yeux de la majorité des Irakiens comme une force d'occupation manipulée par les USA. D'autre part, ils pourraient être « lâchés » par Washington au profit d'une nouvelle dictature à Bagdad, « post-Saddam » et qui tenterait régler le problème de Saddam en le remplaçant par une dictature « plus intelligente ». Pour le moment donc, le camp kurde (qui compte outre le PDK un autre grande force politico-militaire, l'Union patriotique du Kurdistan, dirigée par Jalal Talabani), tergiverse, n'ose pas se prononcer clairement contre la guerre, mais de toute évidence ne veut pas y participer.

À côté des Kurdes, l'opposition organisée est surtout le fait des partis islamistes, dont le Parti Al-Da'wa, ainsi qu'une coalition de plus petits groupes portant le nom de « l'Assemblée suprême de la révolution islamique ». Composés majoritairement de chiïtes, (60 % de la population), ces partis ont reçu les coups principaux lors de la terrible répression de 1991, approuvée implicitement par Georges Bush père. Ils n'ont donc aucune affinité avec les USA, d'autant plus qu'ils sont fortement appuyés (et en partie contrôlés) par l'Iran. Par contre depuis quelque temps, les islamistes sont également courtisés par Washington qui fait également pression sur Téhéran. En menaçant l'Iran d'être le prochain cible, les États-Unis veulent forcer ce pays à approuver, tacitement au moins, le renversement de Saddam. Les islamistes irakiens comme les Iraniens sont donc sur la sellette : s'ils embarquent avec les USA, cela pourrait être un coup fatal car une fois l'hégémonie américaine rétablie sur l'Irak, il sera difficile d'éviter une totale subordination. Si au contraire, ils se distancient des Américains (sans nécessairement appuyer Saddam), ils risquent d'être totalement exclus de la donne dans une Irak post-Saddam. D'un côté comme de l'autre, le choix est peu reluisant. Entre-temps, les islamistes n'ont cependant pas dit leur dernier mot. Dans le sud du pays et dans la grande banlieue de Bagdad, ils restent très puissants. Lors de l'assassinat de l'Ayatollah Muhammad al-Sadr en 1999 par des agents de Saddam, de puissantes manifestations ont été organisées à Karbala et Najaf, les deux grandes villes du sud. Celles-ci se sont faites sous le couvert de la commémoration de l'Imam Hussein, la

figure vénérée du chiisme, mais en réalité personne n'était dupe du fait que ces rassemblements (plus de deux millions de personnes y étaient) étaient davantage politiques que religieux.

À l'extérieur des formations kurdes et islamistes subsiste toutefois un camp démocratique et de gauche, dont le Parti communiste irakien, qui dispose dans ce pays d'un enracinement important et qui est le seul grand parti à s'opposer explicitement à la guerre américaine.

Selon Raid Fahmi, la gauche irakienne veut sauver le bébé (la souveraineté de l'Irak) en éliminant l'eau du bain (Saddam) et pour cela, ils ne font pas partie de la stratégie américaine : "les USA ne veulent pas d'une véritable démocratisation de l'Irak et pour cela, ils essaient d'instrumentaliser l'opposition". Pire encore ajoute-t-il, "les USA n'ont aucun souci pour la population, comme on a pu le voir à la lumière des centaines de milliers d'enfants morts ou handicapés par les effets combinés de la guerre et de l'embargo".

Également, toute l'attention actuelle est concentrée sur la question de l'armement de l'Irak, alors que "de nombreuses autres résolutions de l'ONU, notamment la résolution 688, qui condamne la répression des populations civiles irakiennes et promet d'assurer le respect des droits de l'homme, restent lettre morte".

Le PC et d'autres formations irakiennes et kurdes espèrent donc regrouper l'opposition à Saddam dans une lutte de libération "menée par les Irakiens eux-mêmes", selon Fahmi. C'est un projet de longue haleine et il n'est pas sûr que cette option soit en mesure de résister au rouleau compresseur américain.

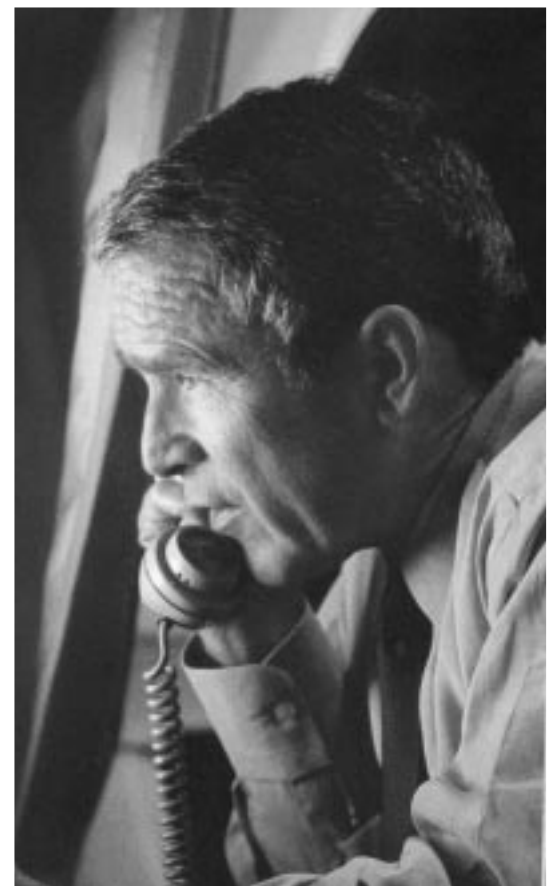
Un défi pour le mouvement de solidarité

Échec stratégique ou simplement partie remise pour les USA, le report de la guerre a été une victoire partielle du mouvement de solidarité internationale. Certes, la suite reste à voir. Mais pour le moment, la majorité des gens, que cela soit au Moyen-Orient ou dans les pays occidentaux, sont contre le bellicisme américain.

Car sans nul doute, la guerre promise par Washington sera un désastre pour l'Irak, mais également pour le Moyen-Orient tout entier. Ce n'est pas un secret par exemple que Sharon attend le début de la guerre en Irak pour mettre en œuvre sa "solution définitive" du problème palestinien, ce qui inclut des déportations massives, la destruction de villes et de villages, l'anéantissement du leadership palestinien et des massacres contre la population. Aussi bien moralement que politiquement, cette guerre est inacceptable.

Par ailleurs, la résistance contre le plan américain doit faire face à un grand défi. Selon Raid Fahmi, il est erroné de dire, comme cela se dit dans certaines composantes du mouvement anti-guerre, que "la question du régime de Saddam appartient au seul peuple irakien et que le mouvement n'a pas à exprimer une opinion à ce propos".

Le peuple irakien, pris entre le fer et l'enclume, a besoin d'appui : "le mouvement de solidarité doit être clairement contre la guerre impérialiste mais aussi, y compris dans les pays impérialistes, contre la dictature et pour la démocratie en Irak. Il ne faut pas établir une hiérarchie qui aboutirait à ne pas souligner le besoin d'un combat anti-dictatorial et le soutien aux forces démocratiques irakiennes."



Le monopole de la puissance

par Charles-André Udry

Une troisième étape de la guerre contre l'Irak va s'ouvrir. Après la guerre contre l'Afghanistan, elle atteste d'un nouveau déploiement de l'impérialisme américain, qui fait suite à la phase de transition des années fin 1980 à 2001.

Les lignes de force de cette politique ont été esquissées, déjà au début des années 1990, par des membres influents du cercle actuel entourant George W. Bush. Ainsi, le 8 mars 1992, le *New York Times* laissait filtrer le contenu d'un projet de Defense Planning Guidance, pour les années 1994-1999, écrit à l'attention du Pentagone. Il s'agissait de définir la politique diplomatique et militaire des États-Unis pour l'après-guerre froide (l'après-implosion de l'URSS). Les auteurs ? Dick Cheney (le vice-président d'aujourd'hui), Donald Rumsfeld (l'actuel secrétaire à la Défense) et Zalmay Khalilzad, qui représente, maintenant, le National Security Council (Conseil de sécurité nationale) auprès de Karzaï en Afghanistan. Ce papier « soutenait que la mission de l'Amérique consistait à assurer qu'aucune autre superpuissance ne puisse émerger dans le reste du monde. Les États-Unis pourraient faire cela en convainquant les autres pays industriels avancés que les États-Unis défendraient leurs intérêts légitimes et en maintenant un potentiel militaire suffisant. Les États-Unis doivent instaurer des mécanismes afin de dissuader des concurrents potentiels de chercher, y compris, à avoir la prétention de jouer un rôle régional plus important ou un rôle mondial. Le document décrivait la Russie et la Chine comme des menaces potentielles et avertissait que l'Allemagne, le Japon et d'autres puissances industrielles pourraient être tentés de se réarmer, d'acquérir des armements nucléaires si leur sécurité était menacée, et cela pourrait les conduire à entrer en concurrence avec les États-Unis. »⁽¹⁾

Cette orientation est étonnamment similaire à celle des déclarations présentes de Condoleezza Rice, la proche conseillère de G. W. Bush en matière de sécurité nationale, de D. Rumsfeld ou de D. Cheney. Ainsi, le 20 septembre 2002, le *New York Times* (NYT) rendait compte d'un document intitulé « La stratégie de sécurité nationale des États-Unis ». L'article était titré : « Bush expose la doc-

trine : frapper d'abord les ennemis ». On peut traduire ainsi : guerre préventive.

Le NYT commentait de la sorte ce document : « Il démontre une approche beaucoup plus musclée et agressive de la sécurité nationale que celle mise en œuvre depuis la période de Reagan. Il inclut le rejet de la plupart des traités de non-prolifération [des armes nucléaires] en faveur d'une stratégie de "contre-prolifération", faisant référence à tout, depuis le bouclier antimissile jusqu'au démantèlement des armes et de leurs composants. Ce document indique que les stratégies d'endiguement (containment) et de dissuasion – pivots de la politique américaine depuis les années 1940 – sont vouées à être liquidées. Il n'y pas de possibilité dans ce monde en changement, affirme le document, de dissuader ceux qui "haïssent les États-Unis et tout ce qu'ils défendent". L'Amérique, à l'heure actuelle, est moins menacée par des États conquérants que par des États faillis [comme l'Irak], ce qui sonne le glas pour de nombreux éléments clés des stratégies de la période de guerre froide. Un des éléments les plus frappants de ce document de nouvelle stratégie réside dans l'insistance selon laquelle "le Président n'a pas l'intention de permettre à une quelconque puissance étrangère de combler le retard pris sur l'énorme avance acquise par les États-Unis, telle qu'elle s'est affirmée depuis la chute de l'Union soviétique, il y a une décennie". "Nos forces seront assez solides", affirme le document de Bush "pour dissuader des adversaires potentiels de poursuivre un projet de constitution d'une force militaire qui puisse surpasser, ou même égaler, la puissance des États-Unis". Avec une Russie qui est autant entravée financièrement, cette doctrine semble visée des puissances comme la Chine qui accroît ses forces conventionnelles et militaires. »

Tout cela est en conformité : avec les thèses développées dans la Nuclear Posture Review de janvier 2002, avec les discours de Rumsfeld, avec le dernier entretien accordé par Condoleezza Rice au *Financial Times* (23 septembre 2002). Le quotidien anglais résumait ainsi son point de vue : « En résumé, Mademoiselle Rice et Monsieur Bush croient qu'ils peuvent à la fois dominer d'autres pays et construire des alliances avec eux. La suprématie militaire des États-Unis, disent-ils, doit dissuader d'autres pays de poursuivre leur propre accroissement de moyens militaires et les pousser à étendre la collaboration dans d'autres domaines. »

Le marché de l'énergie du XXI^e siècle

C'est à la lumière de cette orientation d'ensemble de l'impérialisme américain qu'il faut appréhender la nouvelle guerre contre l'Irak. Les déséquilibres et instabilités politi-

ques – à l'échelle d'un pays ou d'une région – que peut provoquer une telle guerre sont intégrées dans une telle stratégie. Ils sont susceptibles d'offrir des occasions de reconfigurer des rapports de force en faveur des États-Unis et/ou d'un de leurs alliés privilégiés, d'assurer la prise de contrôle de certains pays (« changer le régime »), avec ses nouvelles ressources, d'établir de nouvelles alliances, d'affaiblir les positions de leurs concurrents actuels et potentiels.

Il y a là une manifestation caractéristique d'une entreprise impérialiste de redistribution des « zones d'influence », de conquête et de pillage. Tout cela dans un contexte où le capital financier a imposé ses règles de « déréglementation » et où les « pressions » des peuples dominés de la « périphérie » ainsi que de la classe ouvrière américaine se sont allégées, en synchronie avec l'implosion des sociétés collectivistes bureaucratiques.

Dans l'actuelle conformation de la prééminence des États-Unis, la dimension militaire est cruciale. Elle corsette les contradictions inter-impérialistes à l'avantage des États-Unis. Car, fait exceptionnel dans l'histoire, ce pays est la première puissance et le premier débiteur du monde. Les flux financiers en provenance de l'Europe, du Japon et du reste du monde financent les déficits américains. D'où l'intérêt de maîtriser d'autres flux, ceux du pétrole entre autres, une source d'énergie qui est au centre d'un carrefour industriel décisif, allant de la chimie à l'électronique en passant par l'automobile.

Ici, l'Irak prend la place d'une « superpuissance » faillie. Si les États-Unis dépendent des flux financiers canalisés sur Wall Street, ils sont de même « enchaînés » aux importations de pétrole pour leurs besoins énergétiques. *Le National Energy Policy Report* de mai 2001 – connu sous le nom de Rapport Cheney – indiquait deux priorités : accroître et assurer, sur le long terme, l'accès aux ressources pétrolières de la région du Golfe persique ; diversifier l'approvisionnement.

Or, l'Irak dispose des deuxième réserves pétrolières prouvées du monde : 112 milliards de barils. Mais il y a plus de deux décennies que les recherches géologiques ont été interrompues ; et seulement 24 de ses puits sont en fonction sur 73. Diverses estimations placent dès lors les réserves irakiennes à hauteur de 250 milliards de barils (pour comparaison : 49 milliards de réserves prouvées pour la Russie). De plus, ce pétrole est de très bonne qualité, son coût d'extraction très bas, son transport aisé. Autrement dit, la maîtrise des ressources pétrolières de l'Irak permettra d'avoir une influence déterminante sur les marchés de l'énergie du XXI^e siècle.

Ce pétrole est donc l'enjeu de nombreuses convoitises. Lors du débat à l'ONU sur les « sanctions intelligentes » (smart sanctions) contre l'Irak, en juin 2001, la France proposait une résolution permettant des investissements étrangers dans le pétrole, ce d'autant plus que le manque de pièces de rechange rendait problématique la production en cours. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont bloqué le projet. Malgré ces obstacles, diverses firmes pétrolières ont passé des contrats avec le gouvernement irakien. Elles ont acquis des droits de prospection et l'extraction directes, contournant ainsi la politique traditionnelle de la firme d'Etat irakienne.

Mais tous ces plans risquent bien de s'écrouler. Car les États-Unis s'intéressent de près au « changement de régime » en Irak. Et les contrats des sociétés américaines, européennes, russes et chinoises concernant l'exploitation de certains champs pétroliers – qui recèlent 44 milliards de barils selon l'Agence internationale de l'énergie dans son

World Energy Outlook 2001, c'est-à-dire un total équivalant aux réserves conjointes des États-Unis, du Canada et de la Norvège – seront déclarés nuls et non avenues... en cas de « changement de régime ». Ahmed Chalabi, le dirigeant du Congrès national irakien (un regroupement de l'opposition financée par les firmes pétrolières américaines et soutenu par l'administration Bush), a poliment fait savoir qu'il favoriserait les implantations des consortiums américains et que les contrats signés par Saddam Hussein seraient considérés sans valeur légale... à moins que le nouveau gouvernement ne les reconnaisse. Quant à la prospection de vastes régions, la firme de Dick Cheney, Halliburton – avec ses acquisitions, Landmark Graphics et Numar Corporation, spécialisées dans l'évaluation des réserves de pétrole et de gaz – sera au premier rang pour valoriser les « avoirs irakiens » en sous-sol. C'est le volet aide au développement de la néo-recolonisation.

« Alignez-vous »

James Woosley éclaire un autre aspect de la politique d'alliance des États-Unis en vue d'« éliminer les armes de destruction massive » et de « changer de régime » en Irak. J. Woosley, ancien directeur de la CIA, déclare sans ambages que les négociations entre les membres du Conseil de sécurité de l'ONU s'effectuent sur un fond de froids marchandages : ceux qui s'alignent avec les États-Unis auront droit au partage des dépouilles, les autres devront réfléchir à leurs futures alliances.

Or, le contrôle du pétrole irakien permettra non seulement aux États-Unis de disposer de « dépôts » garantissant la régularité d'approvisionnement en cas de crise avec l'Arabie saoudite, mais aussi d'un instrument de pression sur le prix du pétrole. Suivant le volume extrait – ne serait-ce que pour payer la guerre – l'OPEP sera affaiblie, et avec elle le Venezuela de Chavez. Quant à l'Arabie saoudite, lorsque le cours du pétrole trouvera le plancher des 18 dollars le baril, sa stabilité financière sera ébranlée. Les États-Unis disposeront ainsi d'un bras de levier efficace pour accompagner un autre type de changement de régime. Suivant les cours du pétrole, les investissements en Russie peuvent être rapidement dévalorisés – le coût d'extraction en Sibérie étant élevé. Toute l'économie russe s'en ressentirait. Poutine et ses acolytes de Lukoil le savent. Les États-Unis ont déjà réussi à ébrécher le monopole russe sur le transport du pétrole avec le lancement de l'oléoduc Bakou (Caspie)-Tbilissi (Géorgie)-Ceyhan (Turquie). La grogne d'un Schröder face aux initiatives musclées de Bush se révélera vite fortement électorale. Sa visite à Blair le 24 septembre marque la première étape d'un réalignement. L'appel à l'ordre du PDG du puissant groupe Siemens, Heinrich von Pierer, sera entendu : « Les relations de l'Allemagne avec les États-Unis sont particulièrement importantes : l'accord sur les valeurs politiques fondamentales et l'orientation économique ne doit pas être froissé à la légère [...]. Les récents commentaires de M. Schröder sur la politique américaine en direction de l'Irak étaient indiscutablement nourris par la chaleur d'une campagne électorale. »⁽²⁾ Les alignements sur la position américaine se feront plus vite que d'aucuns le pensent. Les prises de position des impérialismes européens ne méritent pas la flatterie d'une certaine gauche.

Bush et l'industrie d'armement

« Au moins 32 importants responsables de l'administration [Bush] sont soit d'anciens membres de conseils d'administration, soit des consultants, soit des actionnaires impor-

tants de sociétés fournissant de l'armement ; et 17 de ces responsables[nommés par le cercle présidentiel] ont des liens avec des fournisseurs décisifs du système de défense par missiles : Lockheed Martin, Raytheon, Boeing et Northrop Grumman. » Voilà ce que l'on pouvait lire dans le Washington Post du 18 août 2002.

Cette situation faisait dire à W.H. Hartung, spécialiste des questions d'armement : « En bref, l'industrie de l'armement nucléaire n'a pas besoin de groupes de pression dans l'administration Bush – à un fort degré ils sont l'administration Bush. » (*The Nation*, 13 juin 2002)

Ce constat doit être apprécié à la lumière de la doctrine militaire de l'administration républicaine sur l'armement nucléaire et sur son possible usage. En mars 2002, elle fut exposée, dans ses grands traits, par William M. Arkin. Il expliquait que, d'une part, cette politique impliquait « des plans intégrés et sensiblement amplifiés pour la conduite de guerres nucléaires » et qu'elle « allait à l'opposé d'une doctrine [...] ayant relégué les armes nucléaires à la catégorie d'armement de dernier recours » (*Los Angeles Times*, 10 mars 2002).

Depuis lors, un grand nombre d'études et d'articles permettent de dégager les trois éléments qui conduisent des éditorialistes américains à souligner que, aujourd'hui, « les armes nucléaires ne sont pas seulement un autre élément de l'arsenal » (*New York Times*, 10 mars 2002). Premièrement, le Pentagone a la charge de mettre au point des plans impliquant l'usage d'armements nucléaires contre des ennemis potentiels disposant ou non de telles armes. Deuxièmement, le seuil autorisant l'usage d'armes nucléaires doit être abaissé : la survie des États-Unis n'est plus le critère. Les « représailles » contre l'utilisation d'armes chimiques ou biologiques dans une partie du monde, un conflit sur le statut de Taïwan ou simplement « des développements militaires inattendus » justifieraient l'usage d'armes nucléaires. Troisièmement, il faut développer des armes nucléaires miniaturisées afin d'attaquer des bunkers qui résisteraient à des armes dites conventionnelles.

Ces destinations « civilisées » de l'armement nucléaire s'inscrivent dans une nouvelle stratégie de déploiement de l'armement nucléaire. Cette dite « nouvelle triade » inclut : 1° un système de frappe (avec des armes nucléaires et non nucléaires) ; 2° un système de défense antimissile (bouclier) ; 3° un renouvellement des infrastructures à cet effet.

Au vu de ces développements, deux questions sont légitimes : à quelles sociétés profiteront ces nouvelles commandes d'armement ? quels sont les représentants du lobby militaire, qui planifient achats et dépenses gigantesques ? En 21 mois, l'administration Bush a déjà réclamé plus de 150 milliards de dollars de nouvelles dépenses pour l'armement, alors que les dépenses pour la sécurité interne ont doublé : passant de 18 à 38 milliards.

À la première question – les bénéficiaires ? – la réponse est relativement simple. La concentration dans l'industrie de l'armement s'est opérée à un rythme soutenu. On retrouve donc parmi les allocataires des rentes budgétaires un nombre restreint de sociétés : Lockheed Martin (constructeur du F-16, du F-22 Raptor, du AC-130 et du futur Joint Strike Fighter/F-35), General Dynamics (technologies de guidage pour divers types d'armes), Boeing et sa division McDonnell Douglas (transporteurs et bombes « intelligentes » : les Joint Direct Attack Munition), Raytheon (les missiles Tomahawk, Tow, Maverick, Javelin et les bombes anti-bunker GBU-28...), Northrop Grumman (le bombardier

B-2, le F-14, le Global Hawk, avion sans pilote...), TRW (Thompson-Ramo-Wooldrige, spécialisé dans les systèmes de communication), Bechtel (constructeur de sites en tous genres dans le Nevada comme en Arabie saoudite ou au Qatar).

À cela, il faut ajouter un grand nombre de laboratoires (Los Alamos, Livermore...) et des universités. Voilà de quoi subventionner, sans « distordre la libre concurrence », des secteurs entiers de l'industrie américaine, au grand dam des compétiteurs européens. La suprématie technologique est un facteur important de la stratégie impérialiste et la puissance militaire permet d'imposer des contrats de vente de systèmes d'armement américains, de la Corée du Sud à l'Australie (Voir « Gripes Over U.S. Grip on Arms Trade » *Far Eastern Economic Review*, 26 septembre 2002).

Les vedettes du lobby militaire dans l'administration Bush rivalisent avec celles du secteur pétrolier. Dick Cheney, le vice-président, était membre de la direction d'un organisme fort influent dans le domaine de l'armement : le Center for Security Policy. Sa femme, Lynne Cheney, siégeait au conseil d'administration de Lockheed Martin et recevait 120 000 dollars pour quatre réunions annuelles. Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, a durant de longues années été associé au Center for Security Policy et membre de deux commissions ayant en charge l'étude sur le bouclier antimissile et la militarisation de l'espace. Stephen Hadley, membre actuel du Conseil national de sécurité, travaillait auprès de la firme d'avocats représentant Lockheed Martin. Pete Aldrige, sous-secrétaire à la Défense, chargé des achats, vient de chez McDonnell Douglas Electronics Systems (PdG de 1988 à 1992), puis d'Aerospace Corporation, qui est en 33^e position parmi les fournisseurs du Pentagone. Robert Joseph, assistant spécial du président Bush, était déjà présent dans l'administration de Bush père et de Reagan et disposait d'une grande influence dans la National Defense University qui entretient des liens étroits avec l'industrie d'armement. Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, a été ambassadeur américain en Indonésie de 1986 à 1989 (sous la dictature de Suharto), puis sous-secrétaire à la Défense, aux côtés de Dick Cheney sous Bush père. Il a aussi servi de consultant pour Northrop Grumman. Stephen Cambone, un des hommes de Rumsfeld pour traduire les choix militaires en postes budgétaires (il est directeur de Bureau de programmation), fut un des directeurs de recherche à la National Defense University. Richard Perle, président du Defense Policy Board, organisme de liaison entre l'administration présidentielle et le Pentagone, est réputé pour son ardeur en faveur d'une intervention militaire en Irak. Il a servi sous Reagan et enseigne toujours auprès de l'Institut des entreprises américaines : American Enterprise Institute. Peter B. Teets, sous-secrétaire responsable des forces aériennes, était président de Lockheed Martin de 1997 à 1999. Il commença sa carrière chez Martin Marietta (firme de Denver qui fusionna avec Lockheed en 1995). Gordon England, secrétaire aux forces navales, a été vice-président de General Dynamics de 1997 à 2001.

1. Voir l'étude de Frances FitzGerald « George Bush & the World », in *The New York Review of Books*, 26 septembre 2002.
2. *Financial Times*, 24 septembre 2002.

L'ONU prévoit 500 000 victimes en cas de guerre en Irak

New York (Nations unies) de Corine Lesnes, correspondante

Un rapport confidentiel de l'ONU offre pour la première fois une vision de ce que seraient les conséquences humanitaires d'une guerre en Irak. Daté du 10 décembre, il émane d'un « groupe de travail interagences sur l'Irak », créé par le secrétariat général des Nations unies pour se préparer à un éventuel conflit, et supervisé par la vice-secrétaire générale, la Canadienne Louise Fréchette. Titré « Les probables scénarios humanitaires » – qui accompagneraient une attaque contre l'Irak –, ce document de 13 pages anticipe des destructions majeures d'infrastructures et évalue à 500 000 le nombre de victimes « directes et indirectes » qui nécessiteraient des soins.

Le document a été diffusé, lundi 6 janvier, sur le site web d'un groupe de l'université britannique de Cambridge (www.casi.org.uk) opposé aux sanctions contre l'Irak, intitulé Campaign Against Sanctions on Iraq. Une source autorisée à l'ONU en a confirmé l'authenticité. Les auteurs soulignent d'emblée que l'existence de ce texte ne doit pas donner à penser que la guerre est inévitable aux yeux de l'ONU. Il ne s'agit que de planification. « Nous serions irresponsable si nous n'étions pas en train de prévoir ce qui pourrait se passer », explique un responsable de l'organisation.

Le document se place dans l'hypothèse d'une intervention militaire déclenchée « simultanément depuis le nord et le sud ». À la différence de l'intervention militaire de 1991, poursuit le texte, « il est probable qu'une future confrontation aille au-delà de la série de bombardements préparatoires et relativement courts d'infrastructures et de villes, pour se développer en une offensive terrestre longue et de grande ampleur, soutenue par des bombardements aériens et conventionnels. Les dévastations qui en résulteraient seraient sans nul doute grandes. Initialement, l'accès aux personnes dans le besoin serait ou bien interdit par l'un des protagonistes ou sévèrement limité par des impératifs de sécurité ». De plus, « la logistique, et particulièrement l'aptitude à se déplacer librement, sera une contrainte majeure ».

Les experts de l'ONU mettent en garde contre deux erreurs d'appréciation. « Il y a une tentation dans certains milieux de mettre en parallèle la situation qui suivrait toute éventuelle intervention en Irak avec l'aptitude de la population à s'organiser à la fin du conflit de 1991. De telles comparaisons ne sont pas valides, compte tenu du fait qu'avant les événements de 1991, une partie substantielle de la population avait un emploi, de l'argent liquide et des biens matériels lui permettant de faire face à la crise. Maintenant, outre le fait qu'ils n'ont pas été employés depuis un certain temps, tous, sauf les privilégiés, ont totalement épuisé leurs réserves d'argent et aussi, dans la plupart des cas, se sont défaits de leurs biens matériels. La plus grande partie de la population est maintenant totalement dépendante du gouvernement de l'Irak pour une majorité, sinon l'ensemble, de ses besoins de première nécessité. »

Autre comparaison fallacieuse, selon le texte : l'Afghanistan. « La population, en Afghanistan, est à prédominance rurale. En plus, au fil du temps, elle a appris à dépendre moins de l'État et les Afghans sont devenus plus autonomes. La situation en Irak a été l'inverse : une population relativement urbanisée avec un État assurant les besoins primaires. Les foyers se sont appauvris pendant le régime des sanctions et les Irakiens sont devenus encore plus dépendants de l'État pour assurer leurs besoins. De plus, les Irakiens ont des besoins relativement sophistiqués. Ils ont été habitués à un niveau de services raisonnable. Avec la dégradation des infrastructures en général et de l'électricité en particulier, nombre de ces services ne seront probablement pas disponibles après un conflit. »

Le groupe de travail estime probable que le réseau électrique sera sérieusement endommagé, avec de sévères conséquences sur le pompage de l'eau. L'Unicef a évalué qu'il faudra fournir de l'eau potable à 39 % de la population, indique le texte. Le port d'Oum Qasr sera « largement impraticable » pour un usage humanitaire. Le système ferroviaire, les véhicules seront endommagés. Les ponts ayant été détruits, les mouvements est-ouest de biens et de population seront « restreints ». Il n'existe pratiquement pas de ferries, souligne le document, et le Tigre et l'Euphrate sont trop profonds pour passer à gué. La production et l'exportation de pétrole auront cessé et les réserves auront été endommagées de manière significative, souligne encore l'ONU. Concernant les médicaments, l'Irak compterait quatre mois de stocks.

L'ONU estime à 1,4 million le nombre de réfugiés qui auront besoin d'assistance ; 900 000 dans les pays voisins et 500 000 le long des frontières, mais en Irak. Elle s'inquiète de ce qu'il faudra fournir en urgence des structures de pont, des véhicules et de la nourriture pour 5,4 millions de personnes. Dans la période suivante, « pour une longue période, certainement plus d'un an », elle prévoit de devoir aider, pour leur alimentation, 23 millions de personnes. Enfin, le rapport plaide pour la préparation d'un plan B : « Quel serait le rôle de l'ONU vis-à-vis de l'Irak si le conflit est évité et si les sanctions sont suspendues ? »

D'indispensables relations avec les militaires

Le groupe de travail des Nations unies sur les conséquences d'un conflit avec l'Irak précise, dans une section spéciale, que les agences humanitaires de l'ONU auront besoin d'entretenir des relations avec les militaires présents sur le terrain. « De telles interactions devront avoir lieu, que l'attaque ait été sanctionnée par le Conseil de sécurité ou pas, indique le rapport, même si les circonstances affecteront de toute évidence la relation. » Ces contacts seront « de préférence établis avant le début du conflit et ne devraient pas être confinés aux questions relatives aux coordonnées des sites humanitaires opérationnels ».

Le paragraphe suivant mentionne que, dans le cadre du « débat sur les forces armées post-modernes », les militaires ont souvent tenté de s'occuper eux-mêmes de la distribution directe d'assistance humanitaire, le Pentagone étant « l'institution militaire la plus active dans la poursuite d'un tel rôle – se référer à l'utilisation extensive de personnel des affaires civiles/militaires en Afghanistan ».

Confessions d'un terroriste

par John Le Carré

L'accès de folie que connaît l'Amérique est, à mes yeux, le pire de tous ceux qui jalonnent son histoire : pire que le maccarthysme, pire que la baie des Cochons, et potentiellement plus catastrophique à long terme que la guerre du Vietnam.

La réaction au 11 septembre 2001 doit dépasser les espoirs les plus fous d'Oussama : comme à l'époque de McCarthy, les droits et les libertés publiques que le monde entier envie à l'Amérique se voient systématiquement grignotés.

La traque des ressortissants étrangers sur le sol américain se poursuit sans fléchir. Les « permis de séjour » d'origine nord-coréenne et moyen-orientale disparaissent dans des prisons secrètes sur des accusations secrètes émises en secret par des juges. Les Palestiniens résidant aux États-Unis, jadis déclarés apatrides et donc non extradables, sont aujourd'hui remis à Israël pour « réimplantation » à Gaza et en Cisjordanie, où ils n'avaient peut-être jamais mis les pieds.

La Grande-Bretagne joue-t-elle le même jeu ? C'est fort probable. Une petite trentaine d'années, et nous finirons par avoir le droit de savoir.

Une fois encore, la complaisance des médias américains conjuguée au souci de certains intérêts commerciaux fait qu'un débat qui devrait faire rage sur chaque place de village se trouve relégué dans les colonnes élitistes de la presse de la Côte est : « Voyez le cahier A, page 27, si vous arrivez à la trouver et à la comprendre. »

Jamais gouvernement américain n'a si farouchement caché son jeu. Faut-il que le secret soit bien gardé pour que les services de renseignement eux-mêmes soient dans le noir (rappelez-vous : c'est à ces organisations que nous devons le plus cuisant échec de l'histoire du renseignement : le 11 septembre 2001) !

La guerre qui menace a beau avoir été planifiée des années avant qu'Oussama Ben Laden ait frappé, c'est néanmoins lui qui l'a rendue possible. Sans lui, launte bushienne en serait encore à tenter de se justifier sur des sujets aussi épineux que le mystère de son élection, pour commencer; l'affaire Enron ; son favoritisme honteux à l'égard des déjà-trop-riches ; son indifférence irresponsable envers les pauvres du monde entier, l'environnement et une pléiade de traités internationaux abrogés unilatéralement ; sans compter la caution apportée aux incessantes violations des résolutions de l'ONU par Israël.

Mais Oussama a balayé tout cela sous le tapis fort commodément. Les pro-Bush ont le vent en poupe. 88 % des Américains veulent la guerre, paraît-il. Après une nouvelle ral-

longe de 60 milliards, le budget de la défense américain atteint les 360 milliards de dollars. Une merveilleuse nouvelle génération d'armes nucléaires américaines est en gestation, conçue pour répliquer aux armes nucléaires, chimiques ou biologiques détenues par les « États voyous ». Donc, nous pouvons tous respirer.

Non contente de décider unilatéralement de qui peut ou non détenir ces armes, l'Amérique s'est adjugé le droit de déployer à son gré ses armes nucléaires, où et quand ses intérêts, ses amis ou ses alliés lui semblent menacés.

Reste à savoir qui ces amis et alliés seront dans les années à venir, et, comme souvent en politique, cela est loin d'être évident. On se fait de gentils amis et alliés, donc on les arme jusqu'aux dents, et puis, un jour, ils cessent d'être des amis et alliés, alors on leur balance une bombe atomique.

Il convient d'avoir à l'esprit la lenteur et la pondération avec lesquelles le gouvernement américain a soupesé l'option de bombarder l'Afghanistan au lendemain du 11 septembre. Heureusement pour nous tous, mais surtout pour les Afghans, dont la complicité dans les attentats était bien moindre que celle du Pakistan, il s'est restreint à 25 000 tonnes de bombes antipersonnel « conventionnelles », qui, au total, n'ont guère fait plus de dégâts qu'une petite bombe atomique, de l'avis général.

Mais, la prochaine fois, ce sera du sérieux.

Cette guerre que disent soutenir 88 % des Américains est de nature beaucoup plus délicate à cerner. Une guerre de quelle durée, je vous prie ? À quel coût en vies américaines ? À quel coût pour le contribuable américain ? À quel coût (car la plupart de ces 88 % d'Américains sont parfaitement respectables et humanistes) en vies irakiennes ? Même s'il s'agit sans doute aujourd'hui d'un secret d'État, l'opération « Tempête du désert » a coûté à l'Irak deux fois plus de vies humaines que toute la guerre du Vietnam à l'Amérique.

Que Bush et sa clique aient réussi à détourner la colère des Américains d'Oussama Ben Laden sur Saddam Hussein constitue l'un des plus beaux tours de passe-passe de l'histoire de la communication. Succès total. Selon un récent sondage, un Américain sur deux tient aujourd'hui Saddam Hussein pour responsable de l'attentat contre le World Trade Center.

Ainsi manipulée, mais aussi menacée, intimidée, harcelée, maintenue dans un état permanent d'ignorance et de peur, la population américaine s'assujettit aux autorités. Avec un peu de chance, cette névrose savamment orchestrée devrait offrir les prochaines élections sur un plateau à Bush et à ses affidés.

Tous ceux qui ne sont pas avec M. Bush sont contre lui. Pis encore (cf. son discours du 3 janvier), ils sont avec l'ennemi.

Ce qui est bizarre, parce que je suis aussi farouchement opposé à Bush qu'impatient de voir tomber Saddam – mais pas selon les conditions et les méthodes de Bush. Et pas sous la bannière d'une hypocrisie aussi éhontée.

Le colonialisme américain à l'ancienne est sur le point de déployer ses ailes d'acier au-dessus de nos têtes. Les « Américains bien tranquilles » infiltrant des communautés sans méfiance sont plus nombreux qu'au plus fort de la guerre froide. L'aspect le plus écœurant de cette surréaliste guerre annoncée est peut-être la tartuferie religieuse qui enverra les troupes américaines au combat. Bush a la mainmise sur Dieu.

Et Dieu a des opinions politiques bien précises.

Dieu a confié à l'Amérique le soin de sauver le monde par tout moyen qu'elle jugera bon.

Dieu a fait d'Israël la clef de voûte de la politique américaine au Moyen-Orient, et quiconque y trouve à redire est :

- a) antisémite ;
- b) anti-américain ;
- c) avec l'ennemi et
- d) terroriste.

Dieu a aussi de méchantes relations. En Amérique, où tous les hommes sont égaux à Ses yeux sinon aux yeux les uns des autres, la famille Bush compte un président, un ex-président, un ancien chef de la CIA, le gouverneur actuel de la Floride et l'ancien gouverneur du Texas. Bush senior a quelques bonnes guerres à son actif et la réputation méritée d'avoir frappé les pays satellites désobéissants de la foudre de l'Amérique. Parmi les petites guerres qu'il a lancées de sa propre initiative, celle contre son ancien copain de la CIA, Manuel Noriega du Panama, qui l'avait bien servi pendant la guerre froide mais a fini par prendre la grosse tête.

Voilà ce qu'on appelle le pouvoir à l'état brut, et les Américains le savent.

Quelques indices ?

George W. Bush, 1978-1984 : cadre supérieur dans la société pétrolière Arbusto-Bush Exploration. 1986-1990 : cadre supérieur dans la société pétrolière Harken.

Dick Cheney, 1995-2000 : président-directeur général de la société pétrolière Halliburton.

Condoleezza Rice, 1991-2000 : cadre supérieur dans la société pétrolière Chevron, qui a donné son nom à un pétrolier.

Et cetera.

Mais aucune de ces petites collusions n'entache l'intégrité de l'œuvre de Dieu. On ne plaisante pas avec les vraies valeurs. Et on sait où vos enfants vont à l'école.

En 1993, l'ancien président George Bush séjournait en libérateur dans l'émirat si démocratique du Koweït pour y collecter les remerciements quand quelqu'un a essayé de l'assassiner. Or, selon la CIA, ce « quelqu'un » était Saddam Hussein. D'où le cri de Bush junior : « Le monsieur, il a voulu tuer mon papa. »

Mais cette guerre n'en est pas pour autant personnelle, non ! Elle est nécessaire, elle constitue l'œuvre de Dieu et elle vise à apporter la liberté et la démocratie au pauvre peuple irakien opprimé.

Pour devenir un membre acceptable de l'équipe Bush, il faut aussi croire au Bien absolu et au Mal absolu, apparem-

ment, et Bush, efficacement secondé par ses amis, sa famille et Dieu, est là pour nous aider à distinguer l'un de l'autre. (Il me semble d'ailleurs que c'est Mal d'avoir écrit cette remarque, mais il faudrait que je vérifie.)

Ce que Bush se refuse à nous dire, en revanche, c'est la véritable raison pour laquelle nous partons en guerre. L'enjeu n'est pas l'Axe du mal, c'est le pétrole, l'argent et des vies humaines. Saddam, pour son malheur, est assis sur le deuxième plus grand champ pétrolier du monde. Son voisin l'Iran posséderait les plus grandes réserves mondiales de gaz naturel. Or, Bush veut mettre la main sur les deux, et ceux qui l'y aideront recevront leur part du gâteau. Pas les autres.

Si Saddam n'avait pas de pétrole, il pourrait torturer et assassiner ses compatriotes à sa guise. D'autres dirigeants le font tous les jours (pensez à la Turquie, à la Syrie, à l'Égypte, au Pakistan), mais eux sont nos amis et alliés.

Je soupçonne fort que Bagdad ne représente en fait aucun « danger immédiat » pour ses voisins, et encore moins pour l'Amérique et la Grande-Bretagne. Les armes de destruction massive, si Saddam en possède encore, ne feront pas le poids face aux jolis joujoux qu'Israël ou l'Amérique peuvent lui expédier en moins de cinq minutes.

L'enjeu n'est pas une menace militaire ou terroriste imminente, mais l'impératif économique de la croissance américaine.

L'enjeu est le besoin qu'éprouve l'Amérique de faire la démonstration de sa suprême puissance militaire à nous tous – à l'Europe, la Russie et la Chine, à la pauvre petite Corée du Nord prise de folie et au Moyen-Orient –, le besoin de montrer qui gouverne l'Amérique au pays et qui doit être gouverné par l'Amérique à l'étranger.

L'analyse la plus charitable du rôle joué par Tony Blair dans toute cette histoire est qu'il ait cru pouvoir chevaucher le tigre à seule fin de le manœuvrer. Peine perdue. Au lieu de cela, il lui a donné une légitimité factice et une voix douce. Et je crains que ce même tigre ne l'ait désormais acculé dans un coin pour de bon. Ironie du sort, George W. lui-même se sent peut-être un petit peu dans la même situation.

Dans la Grande-Bretagne à parti unique, Blair a été élu aux plus hautes fonctions de l'État par environ un quart de l'électorat en raison d'une participation médiocre. A supposer la même apathie citoyenne et la même prestation lamentable des partis d'opposition aux prochaines élections, Blair ou son successeur obtiendront de nouveau le pouvoir absolu avec une proportion encore plus faible des inscrits.

Summum du ridicule : alors même que le discours de Blair l'a envoyé dans les cordes, aucun des deux leaders de l'opposition britannique ne peut lui porter le moindre coup. C'est là le drame de la Grande-Bretagne autant que celui de l'Amérique : le gouvernement saborde sa crédibilité à force de mensonges et de boniments, la prétendue alternance parlementaire se contente de briguer sa casquette, et les électeurs, eux, leur tournent tout simplement le dos. Les politiciens sont incapables d'admettre que nous ne sommes pas dupes.

En Grande-Bretagne, la question n'est donc pas de savoir quel parti formera un gouvernement après le désastre qui s'annonce, mais qui en sera le chef.

Pour Blair, point de survie politique possible hors une mo-

bilisation internationale et un sursaut improbable de l'ONU à la dernière minute qui forceraient Bush à rengainer sans coup férir. Mais qu'arrivera-t-il si le plus grand cowboy du monde rentre bredouille, sans la tête du tyran ?

La pire hypothèse pour Blair serait que, avec ou sans l'ONU, il nous entraîne dans une guerre qui aurait pu être évitée, si tant est que la volonté de négocier sérieusement ait jamais existé - une guerre qui n'a pas plus fait l'objet d'un débat démocratique en Grande-Bretagne qu'en Amérique.

Ce faisant, Blair aura contribué à provoquer des représailles d'une ampleur imprévisible, de profondes dissensions en Angleterre et des troubles dans tout le Moyen-Orient, mais il aura aussi détérioré pour des décennies à venir nos relations avec l'Union européenne et le Moyen-Orient. Vive la politique étrangère éthique !

Il y a bien une solution intermédiaire, mais elle n'est pas facile : Bush fonce sans l'approbation de l'ONU et Blair reste au vestiaire. Et là, adieu la « relation spéciale » !

Les remugles de pharisaïsme qui empestent l'Amérique ne sont pas sans rappeler les plus tristes heures de l'Empire britannique, et j'ai honte quand j'entends mon premier ministre justifier par d'onctueux sophismes de premier de la classe une expédition ouvertement colonialiste.

Si cette guerre se déclare, nous la mènerons dans le but de protéger la feuille de vigne de notre relation spéciale avec l'Amérique et de récupérer notre part du gâteau pétrolier, mais aussi parce que, après toutes ces démonstrations publiques d'affection à Washington et Camp David, Blair ne peut pas se défilier devant l'autel.

« Mais Papa, est-ce qu'on va gagner ?

- Bien sûr, mon enfant. Ce sera fini avant même que tu te réveilles.

- Pourquoi ?

- Parce que, sinon, ça va énerver les électeurs de M. Bush et ils risqueraient de ne pas voter pour lui, finalement.

- Mais est-ce qu'il y aura des morts, Papa ?

- Personne que tu connais, mon chéri. Rien que des étrangers.

- Je pourrai tout regarder à la télévision ?

- Seulement si M. Bush est d'accord.

- Et après, tout redeviendra normal ? Personne ne fera plus jamais de choses horribles ?

- Chut, mon enfant. Dors. »

Vendredi dernier en Californie, un de mes amis américains s'est rendu en voiture au supermarché du coin, avec sur son pare-chocs un autocollant qui disait : « La paix, c'est patriotique aussi. » Le temps qu'il ait fait ses courses, l'autocollant avait été arraché.

Traduit de l'anglais par Isabelle Perrin

©David Cornwell 2003.

John Le Carré est écrivain

Ce texte est la version augmentée d'une intervention dans le débat sur la crise irakienne publiée sur le site d'openDemocracy : www.opendemocracy.net

VEILLÉE D'ARMES CONTRE L'IRAK

Les vrais desseins de M. George Bush

par MICHAEL T. KLARE

« Si les Nations unies n'agissent pas, si elles font preuve de mollesse dans leurs responsabilités, et si Saddam Hussein ne désarme pas, les États-Unis conduiront une coalition au nom de la paix pour le désarmer. » C'est un ultimatum que le président George W. Bush lançait, le 24 octobre, aux membres du Conseil de sécurité, après que Washington eut présenté un projet de résolution particulièrement dur sur l'Irak. Mais la volonté du président américain de faire entériner ses objectifs par les Nations unies se heurte à la fois aux réticences des opinions publiques de l'Europe et du Sud et à une résistance de la France et de la Russie. Celle-ci suffira-t-elle à enrayer la marche à la guerre ? Rien n'est moins sûr, car la campagne contre l'Irak s'inscrit dans une stratégie globale, imposée à Washington par une petite clique de nostalgiques de la guerre froide et fondée sur leur vision des intérêts stratégiques militaires, idéologiques et économiques des États-Unis.

Depuis les attentats de New York et de Washington, les États-Unis se sont tellement investis dans la guerre contre le terrorisme que celle-ci semble être devenue le seul objectif de la politique étrangère de l'administration Bush. Il est vrai que le président américain a réaffirmé à plusieurs reprises que l'organisation de cette campagne internationale est devenue sa plus lourde responsabilité. Mais, s'il ne fait aucun doute que des moyens énormes lui sont alloués, la lutte contre le terrorisme est loin d'être l'unique préoccupation du gouvernement américain.

Dès son investiture, le président des États-Unis s'est en effet donné deux autres priorités stratégiques : la modernisation et le développement des capacités militaires américaines ainsi que l'acquisition de réserves pétrolières supplémentaires auprès de sources étrangères. Bien qu'ayant des origines différentes, ces deux objectifs ont fusionné avec la guerre antiterroriste pour former la stratégie cohérente qui guide actuellement la politique étrangère américaine.

Cette nouvelle stratégie n'a pas fait l'objet d'une déclaration de principe, et il ne semble pas qu'elle ait été explicitement formulée par Washington. Mais il ne fait aucun doute que ces trois priorités réunies ont profondément modifié les comportements militaires américains. L'analyse de quelques initiatives récentes des États-Unis permet de comprendre la nature de cette évolution.

L'Irak et le Golfe

Il semble désormais certain que l'administration Bush prépare une invasion de l'Irak, dont l'objectif est bien de renverser M. Saddam Hussein et de mettre en place un gouvernement pro-américain à Bagdad. Pour préparer cette opération, le ministère de la défense renforce sa présence militaire dans la région du Golfe. L'objectif déclaré de cette prochaine invasion serait de détruire la capacité de l'Irak à produire des armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques. Mais il est évident que Washington est décidé à éliminer toute menace pesant sur la production et sur le transport du pétrole dans cette région. Pour les stratèges américains, il s'agit également de s'assurer que les vastes réserves pétrolières irakiennes demeureront disponibles, c'est-à-dire ne tomberont pas sous le contrôle exclusif des compagnies pétrolières russes, chinoises ou européennes.

L'Asie centrale et le Caucase. Lorsque les forces américaines ont été déployées dans la région peu après le 11 septembre 2001, leur unique objectif – avoué alors – était de soutenir les opérations militaires dirigées contre les talibans en Afghanistan. Bien que ces derniers soient vaincus, il semble que ces forces vont rester dans la région afin d'accomplir une autre mission. Celle-ci consistera probablement – les États-Unis étant déterminés à accéder aux vastes réserves énergétiques du bassin de la mer Caspienne – à protéger l'acheminement du pétrole et du gaz destinés aux marchés occidentaux. Cette hypothèse est étayée par l'envoi d'inspecteurs militaires américains en Géorgie, étape-clé de l'oléoduc qui relie la mer Caspienne à la mer Noire et à la Méditerranée, ainsi que par la décision américaine de remettre en état une base aérienne au Kazakhstan, sur les rives de la Caspienne.

La Colombie. Jusqu'à il y a peu de temps, le but annoncé de l'engagement militaire américain en Colombie était la lutte

contre le trafic de stupéfiants. Au cours des derniers mois, la Maison Blanche a ajouté deux nouveaux objectifs au programme d'assistance militaire américain : combattre la violence politique et le « terrorisme » pratiqués par la guérilla, et protéger les oléoducs qui transportent le pétrole des gisements intérieurs jusqu'aux raffineries situées sur la côte. Pour financer ces nouvelles priorités, l'administration Bush a demandé au Congrès de voter une augmentation de l'aide militaire à Bogota, dont 100 millions de dollars spécifiquement destinés à la protection des oléoducs.

On retrouve dans ces exemples, et dans d'autres ailleurs dans le monde, les trois grandes priorités énoncées plus haut. Mais c'est leur fusion en une seule et même stratégie qui attire l'attention. Il est désormais impossible de comprendre la direction globale de la politique étrangère américaine sans prendre en compte les implications de cette intégration. Pour ce faire, il est nécessaire d'examiner séparément ces trois priorités, puis d'analyser la manière dont elles se combinent.

Cet objectif, défini par le candidat George W. Bush lors de la campagne présidentielle, est devenu depuis une priorité absolue du gouvernement. Dans un discours-clé prononcé à Citadel (une prestigieuse école militaire située à Charleston, en Caroline du Sud), M. Bush a expliqué, en septembre 1999, la manière dont il comptait accomplir la « transformation » des forces militaires américaines.

Après avoir affirmé que l'administration Clinton n'était pas parvenue à ajuster les programmes militaires aux nouvelles réalités de l'après-guerre froide, le candidat républicain s'est engagé à effectuer une réévaluation complète de la stratégie américaine afin de « commencer à construire l'armée du siècle à venir ».

Cette transformation de l'armée aura deux objectifs principaux : en premier lieu, assurer l'invulnérabilité du territoire en construisant un bouclier anti-missile et en préservant la supériorité américaine dans le domaine des armes de pointe ; ensuite, développer la capacité des États-Unis à envahir des puissances régionales hostiles comme l'Iran, l'Irak ou la Corée du Nord. M. Bush a donc affirmé son soutien à la mise au point d'un bouclier antimissile protégeant les cinquante États américains, ainsi qu'à la « révolution de la pensée militaire » qui tend à rendre systématique l'utilisation de l'ordinateur, de capteurs perfectionnés, de matériaux « furtifs » et d'autres technologies avancées sur le champ de bataille. D'après le président, cette politique assurera la suprématie américaine « à long terme ».

Dans le cadre du second objectif, M. Bush a appelé de ses vœux le développement de la capacité américaine à « projeter [la] puissance » – en d'autres termes, la capacité à déployer sur des territoires lointains des forces puissantes, capables de triompher de n'importe quel adversaire. Une telle ambition réclame l'acquisition de nouveaux équipements, comme des capteurs de pointe et des avions sans pilote, mais aussi la réduction de la taille des unités afin de rendre leur déploiement plus rapide. M. Bush a expliqué : « Nos forces armées devront être mobiles, meurtrières et faciles à déployer avec un minimum de soutien logistique. Nous devons être capables de projeter notre puissance à très longue distance, en quelques jours ou en quelques semaines, plutôt qu'en quelques mois (...). Sur terre, nos unités lourdes doi-

vent devenir plus mobiles, nos unités légères plus meurtrières. Toutes doivent être plus faciles à déployer ⁽¹⁾. »

Attaques préventives

Sitôt investi, M. Bush a immédiatement ordonné au ministère de la défense de commencer à mettre en oeuvre ces dispositions. « À ma demande, le ministre de la défense, Donald H. Rumsfeld, a entamé une étude approfondie des forces armées américaines, a déclaré le président au début de l'année 2001. Je lui laisse toute liberté de remettre en question le statu quo afin de mieux concevoir la nouvelle architecture destinée à défendre l'Amérique et ses alliés. » Cette architecture reposera largement sur les nouvelles technologies, mais son orientation principale reste la capacité à projeter rapidement la puissance militaire. Reprenant les termes du discours donné à Citadel, M. Bush estime que les forces terrestres américaines seront « plus mobiles et plus meurtrières », que les forces aériennes seront « capables de frapper des objectifs lointains avec une précision absolue », et que les forces navales pourront « projeter notre puissance loin à l'intérieur des terres ⁽²⁾. »

Ces objectifs déterminent désormais les orientations budgétaires à long terme du Pentagone. Déjà, le budget de la défense pour l'année fiscale 2003 (qui commence le 1er octobre de l'année précédente), s'élève à 379 milliards de dollars, en augmentation de 45 milliards par rapport à 2002. Lors de la présentation de ce budget, M. Rumsfeld a déclaré : « Nous avons besoin de forces armées rapidement déployables et totalement intégrées entre elles, capables d'arriver rapidement sur des champs de bataille lointains et de coopérer avec nos forces aériennes et navales pour frapper nos adversaires rapidement, avec précision et de manière dévastatrice ⁽³⁾. »

Et, si des moyens supplémentaires seront effectivement assignés à un bouclier antimissile et à la lutte contre le terrorisme, c'est bien la capacité à projeter la puissance militaire qui définira les investissements et l'organisation des forces armées dans les années à venir.

Après le 11 septembre 2001, une notion a fait son entrée dans la pensée stratégique américaine : l'idée selon laquelle les États-Unis doivent pouvoir employer la force de manière préventive contre des puissances hostiles susceptibles d'utiliser des armes de destruction massive. La Maison Blanche affirme en effet que des attaques préventives pourraient se révéler nécessaires afin de défendre les citoyens américains face à la menace représentée par les « États voyous ». S'il est évident pour tout le monde qu'une telle affirmation représente un changement radical dans la stratégie américaine, elle est parfaitement cohérente par rapport aux deux autres objectifs de l'administration : assurer l'invulnérabilité des États-Unis et développer leur capacité à envahir et à soumettre des puissances hostiles.

La seconde priorité de l'administration – l'acquisition de nouvelles réserves de pétrole auprès de pays étrangers – a été détaillée pour la première fois dans un rapport du National Energy Policy Development Group, publié le 17 mai 2001. Rédigé par le vice-président Richard Cheney, ce document établit une stratégie destinée à répondre à l'augmentation des besoins en pétrole des États-Unis au cours des vingt-cinq prochaines années. Si le rapport évoque quelques mesures destinées à économiser l'énergie, la plupart de ses pro-

positions visent à augmenter les réserves énergétiques américaines.

Dès sa publication, le rapport Cheney a déclenché une double polémique. D'abord, parce qu'il recommande d'implanter des stations de forage dans le parc national de l'Alaska, mais aussi parce que ses auteurs ont eu des contacts préalables avec Enron, aujourd'hui en faillite. Cette polémique a contribué à faire passer sous silence d'autres aspects du rapport, notamment ceux concernant les véritables implications internationales de cette politique énergétique. Celles-ci n'apparaissent clairement que dans le dernier chapitre (« Renforcer les alliances globales »), qui propose de parer à la pénurie imminente de pétrole en augmentant les importations.

D'après le rapport, la dépendance américaine en pétrole étranger devrait passer de 52 % de la consommation totale en 2001 à 66 % en 2020 ⁽⁴⁾. La consommation totale augmentant elle aussi, les États-Unis vont devoir importer, en 2020, 60 % de pétrole de plus qu'aujourd'hui, passant ainsi de 10,4 millions de barils par jour à environ 16,7 millions ⁽⁵⁾. Le seul moyen d'y parvenir est de persuader les fournisseurs étrangers d'augmenter leur production et de vendre davantage aux États-Unis.

Mais la plupart des pays producteurs n'ont pas les ressources financières nécessaires au développement de leurs infrastructures pétrolières, ou répugnent à laisser des clients américains dominer leur production énergétique. Conscient de cela, le rapport recommande à la Maison Blanche de faire du développement des importations pétrolières « une priorité de [la] politique commerciale et étrangère ⁽⁶⁾ ». Afin de répondre aux besoins du pays, le rapport conseille notamment à l'administration de se concentrer sur deux objectifs.

Le premier consiste à augmenter les importations venant des pays du golfe, qui détiennent environ les deux tiers des réserves énergétiques mondiales. Aucune autre région du monde ne pouvant augmenter sa production aussi rapidement, le rapport recommande de vigoureux efforts diplomatiques destinés à persuader l'Arabie saoudite et ses voisins de laisser à des entreprises américaines le soin de conduire des travaux importants de modernisation de leurs infrastructures.

Second objectif, augmenter la « diversité » géographique des importations américaines, afin de réduire les conséquences économiques des futurs soubresauts d'une région chroniquement instable. « La concentration de la production pétrolière dans une seule région du monde risque de contribuer à l'instabilité du marché », explique le rapport. En conséquence, « la diversification des sources d'approvisionnement est de prime importance ⁽⁷⁾ ». Afin de la promouvoir, le rapport suggère une collaboration étroite avec les entreprises américaines du secteur énergétique, destinée à augmenter les importations à partir du bassin de la mer Caspienne (en particulier de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan), de l'Afrique subsaharienne (Angola et Nigeria) et de l'Amérique latine (Colombie, Mexique et Venezuela).

Mais le rapport Cheney oublie de préciser ce que tout lecteur un tant soit peu informé est obligé de conclure : toutes les régions désignées comme sources potentielles de pétrole sont instables ou entretiennent de forts sentiments anti-américains, quand ce n'est pas les deux. S'il est vrai que certaines parties des élites de ces régions sont peut-être favorables au développement de la coopération économique avec les États-Unis, d'autres parties de la population rejettent souvent cette idée, par nationalisme ou pour des raisons économiques ou idéologiques. Les tentatives américaines

visant à acheter davantage de pétrole à ces pays risquent donc fort d'être accueillies par diverses formes de résistance pouvant aller jusqu'au terrorisme ou d'autres types de violence. Le rapport implique donc des conséquences relatives à la sécurité qui ont une importance considérable pour la stratégie internationale de Washington.

Et c'est ici qu'apparaissent des parallèles évidents entre la stratégie militaire et la politique énergétique de l'administration Bush. En effet, une politique énergétique visant à permettre aux États-Unis d'accéder à des réserves de pétrole situées dans des régions à l'instabilité chronique n'est réaliste que dans la mesure où les États-Unis sont capables de projeter leur puissance militaire dans ces régions. Que les responsables politiques soient parvenus à cette conclusion ou non, il ne fait aucun doute que les États-majors, eux, l'ont fait. Dans le rapport de septembre 2001 de la *Quadrennial Defense Review* (QDR), le ministère de la défense reconnaît que « les États-Unis et leurs alliés vont continuer à dépendre des ressources énergétiques du Proche-Orient ⁽⁸⁾ », et que cet accès pourrait être entravé par divers moyens militaires. La QDR décrit alors les types d'armes et de troupes dont les États-Unis auront besoin pour faire face à ces menaces – précisément celles énumérées par M. Bush lors des déclarations citées plus haut. Notre stratégie militaire « repose sur la capacité des forces américaines à projeter leur puissance dans le monde entier », conclut le rapport ⁽⁹⁾.

Troisième grande priorité de l'administration Bush, la campagne contre le terrorisme a été explicitée par le président lors d'un discours devant le Congrès le 20 septembre 2001, neuf jours après les attentats de New York et de Washington. Cette campagne ne sera pas limitée à une série de bombardements punitifs ou à une grande bataille, mais elle impliquera une « campagne prolongée » s'étendant à plusieurs théâtres d'opération jusqu'à ce que « chaque groupe terroriste à visée mondiale ait été découvert, arrêté et détruit ». Plus tard, le président Bush a étendu la guerre contre le terrorisme à l'Iran et à l'Irak, qui représenteraient une menace en raison de leur intention de développer des armements nucléaires, chimiques et bactériologiques.

Une telle stratégie exige deux types d'efforts : au niveau du renseignement, afin de trouver et de neutraliser les réseaux terroristes, et au niveau militaire, afin de détruire les sanctuaires des terroristes et de punir les États qui les protègent. Si ces deux activités semblent vitales à la victoire, c'est l'aspect militaire qui a le plus attiré l'attention des dirigeants. Or cet aspect converge assez précisément avec les deux autres grandes priorités de l'administration.

Des risques d'escalade et d'enlèvement

La manière dont a été menée la guerre en Afghanistan illustre ainsi la capacité à « projeter [la] puissance » évoquée par le président Bush lors de son discours de 1999 à Citadel. Avant le début de la campagne, les États-Unis ont acheminé par avion de grandes quantités d'armes et d'équipements vers des pays alliés et déployé une flotte imposante en mer d'Arabie. Les combats au sol ont été menés par des forces d'infanterie légère appuyées par des bombardiers à long rayon d'action équipés d'armes téléguidées de haute précision. L'accent a été mis sur la manoeuvrabilité des troupes au sol et sur l'utilisation d'appareils d'observation perfectionnés permettant de localiser l'ennemi de jour comme de nuit.

Une opération de même ordre contre l'Irak réclamerait probablement le déploiement de dizaines de milliers de soldats en des endroits-clés du pays, combiné à des bombardements massifs. « Il ne serait pas nécessaire d'occuper le terrain et de protéger nos flancs, comme ce fut le cas en 1991,

explique un officier supérieur au *New York Times*, il s'agirait davantage de déplacer rapidement les troupes pour les concentrer sur des cibles précises ⁽¹⁰⁾. » Et, comme ce fut le cas en Afghanistan, l'invasion devrait s'appuyer sur l'utilisation massive des forces spéciales, qui combattront aux côtés de groupes dissidents armés.

La guerre contre le terrorisme contribue donc désormais à l'effort américain destiné à protéger l'accès au pétrole, notamment dans le golfe et dans le bassin de la mer Caspienne. Et la guerre en Afghanistan apparaît alors comme un prolongement de la guerre secrète menée en Arabie saoudite entre les opposants à la monarchie en place et la famille royale, soutenue par les Américains. Depuis que le roi Fahd a décidé, après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, d'autoriser les Américains à utiliser son pays comme base pour attaquer l'Irak, des extrémistes saoudiens, dirigés par M. Oussama Ben Laden, sont engagés dans une lutte clandestine visant à renverser la monarchie et à chasser les Américains du pays. A ce titre, la volonté américaine de détruire le réseau Al-Qaïda en Afghanistan apparaît motivée par la nécessité de protéger la famille royale saoudienne afin de garantir l'accès américain au pétrole de ce pays ⁽¹¹⁾.

On observe une évolution de même ordre dans la région qui borde la mer Caspienne. Sous le président Clinton, le ministère de la défense a établi des relations avec les forces armées d'Azerbaïdjan, de Géorgie, du Kazakhstan, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan, et a commencé à leur fournir armes et entraînement ⁽¹²⁾. Mais, depuis le 11 septembre 2001, ces efforts se sont considérablement intensifiés. Ainsi, les bases temporaires en Ouzbékistan et au Kirghizstan sont en train de devenir des installations semi-permanentes. Les États-Unis aident également au « réaménagement d'une base aérienne d'importance stratégique » au Kazakhstan.

Selon le département d'État, cette initiative serait destinée à « améliorer la coopération entre les États-Unis et le Kazakhstan, tout en établissant une base américaine interarmées dans cette région riche en pétrole ⁽¹³⁾ ». Les États-Unis vont également aider l'Azerbaïdjan à se constituer une flotte militaire en mer Caspienne, où se sont récemment déroulés plusieurs incidents entre des navires azerbaïdjanais d'exploration pétrolière et des bâtiments militaires iraniens. Si ces initiatives sont justifiées par la nécessité de faciliter la participation de ces pays à la lutte contre le terrorisme, elles font également partie des efforts américains visant à établir un environnement protégé pour la production et l'acheminement du pétrole.

Quelles qu'aient pu être les intentions initiales des dirigeants américains, les trois priorités du gouvernement en matière de sécurité internationale – l'amélioration des capacités militaires, la recherche de nouvelles sources de pétrole et la guerre contre le terrorisme – ont désormais fusionné en un seul objectif stratégique. Et il va devenir de plus en plus difficile d'analyser séparément ces trois démarches. La seule manière de décrire précisément la tendance globale de la stratégie américaine est en termes d'objectif unique, que l'on peut résumer comme une « guerre pour la domination américaine ». S'il est encore trop tôt pour évaluer les conséquences sur le long terme de cette fusion en un seul objectif, il est cependant possible de faire plusieurs observations.

Tout d'abord, une fois combinées, ces trois orientations créent une dynamique plus puissante. Il est en effet très difficile de critiquer une stratégie qui porte sur autant d'aspects vitaux de la sécurité nationale. Si on les présentait séparément, il serait possible de leur imposer des restrictions particulières. Par exemple, on pourrait exiger la limitation

des budgets militaires ou la réduction des troupes engagées dans des régions riches en pétrole. Mais, lorsque tous ces aspects sont placés sous la bannière de l'antiterrorisme, il devient presque impensable de les discuter. On peut donc s'attendre que la politique de la Maison Blanche rencontrera un certain soutien auprès du Congrès et de la population américaine.

Mais, pour les mêmes raisons, une telle stratégie comporte un risque non négligeable d'escalade, de démesure et d'enlèvement. En effet, elle peut mener à une succession d'opérations militaires de durée incertaine, qui deviendront de plus en plus complexes et dangereuses, et qui nécessiteront l'engagement de moyens et de troupes toujours accru. Il s'agit précisément du type de stratégie contre lequel M. George W. Bush mettait en garde l'Amérique avant les élections de 2000, mais qu'il semble avoir résolument adopté depuis. C'est en tout cas ce qui semble se produire dans le golfe, en Asie centrale et en Colombie. Dans ces trois cas, c'est bien la combinaison des trois orientations qui rend très difficile la limitation de l'engagement américain.

La plus sérieuse mise à l'épreuve du modèle défendu par la Maison Blanche risque de se produire en Irak. Le président américain ne cache pas son intention de renverser le président Saddam Hussein, et le ministère de la défense prépare les plans de l'invasion. De nombreux dirigeants arabes l'ont mis en garde contre le fait que cette invasion étendra le désordre et la violence à travers tout le Proche-Orient. De hauts responsables du Pentagone ont également émis des réserves portant sur le coût et sur les risques inhérents au maintien d'une importante présence américaine en Irak après le renversement du régime de Bagdad. Mais ces mises en garde ne semblent pas affecter la Maison Blanche, qui semble décidée, quoi qu'il arrive, à attaquer l'Irak.

- (1) Document disponible sur le site www.georgewbush.com (2 décembre 1999).
- (2) Allocution prononcée à la base navale de Norfolk le 13 février 2001. Cf. www.whitehouse.gov.
- (3) National Defense University, Washington DC, 31 janvier 2002. Cf.
- (4) National Energy Policy Development Group, Washington DC, mai 2001.
- (5) U.S. Department of Energy, Energy Information Administration, International Energy Outlook 2002, Washington DC, 2002, pp. 183, 242.
- (6) National Energy Policy Development Group, op. cit., chap. 8, p. 4.
- (7) Ibid., chap. 8, p. 6.
- (8) U.S. Department of Defense, *Quadrennial Defense Review*, Washington DC, 30 septembre 2001, p. 4.
- (9) Ibid., p. 43.
- (10) *The New York Times*, 28 avril 2002.
- (11) Cf. « The Geopolitics of War », *The Nation*, 5 novembre 2001. Lire aussi « Line in the Sand : Saudi Role in Alliance Fuels Religious Tension in Oil-Rich Kingdom », *The Wall Street Journal*, 4 octobre 2001.
- (12) Pour situer le contexte, lire *Resource Wars : The New Landscape of Global Conflict*, Metropolitan Books/Henry Holt, New York, 2001.
- (13) U.S. Department of State, Congressional Budget Justification : Foreign Operations, Fiscal Year 2003, Washington DC, 2002, p. 309.

LE MONDE DIPLOMATIQUE | NOVEMBRE 2002
Professeur à l'université Hampshire, Massachusetts, auteur de *Resource Wars : the New Landscape of Global Conflict*, Metropolitan Books, New York, 2001.





Réseau d'action
et de communication
pour le développement
international

BUREAU DE MONTRÉAL
3720, avenue du Parc, bur. 300
Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606
Télec. : (514) 982-6122

BUREAU DE QUÉBEC
266, rue St-Vallier Ouest,
Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. / Téléc. : (418) 521-4000

Courriel : alternatives@alternatives.ca

<http://www.alternatives.ca>